



Maintenance des ascenseurs & ascenseurs de charge, monte-charges accessibles & inaccessibles, plateformes élévatrices pour personnes handicapées, du Centre Hospitalier Universitaire de TOULOUSE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MAITRISE D'OUVRAGE

Centre Hospitalier Universitaire de TOULOUSE
Direction Patrimoine Immobilier et Services Techniques
Hôtel-Dieu – Saint Jacques
2, rue Viguerie - TSA 80035
31059 Toulouse Cedex 9

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

ACCIO Ascenseur - Toulouse
244 Route de Seysses – Bât.3
31000 TOULOUSE
TEL : 05.67.70.10.01

Site – Multisites

Patrimoine du CHU de TOULOUSE

Auteur – P. ORABONA

Vérificateur – N. MARTINEAU

Date d'édition – 06/05/2025

Indice – D

Version – V 2.02 du 30/08/2024

1. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet	4
1.2. Présentation du patrimoine du CHU de TOULOUSE	4
1.3. Équipements concernés	5
1.4. Répartition et classification des équipements	5
1.4.1. Répartition	5
1.4.2. Classification	5
1.4.4. Priorisation des sites	5
1.6. Permanences	6
1.7. Référentiel réglementaire	6
1.8. Définitions	6
1.9. Remarque générale	8
2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	8
2.1. Prise en charge	8
2.2. Audit de prise en charge	8
2.3.1. Devoir de conseil et d'alerte	9
2.3.2. Cas de danger grave et imminent	9
2.4. Accès – Consignes – Personnel et moyens du Titulaire	9
2.5. Dispositions particulières	10
2.6. Sous-traitance	10
2.7. Hygiène – Sécurité – Nuisances	10
2.7.1. Plan de prévention	10
2.7.2. Risque Amiante	10
2.7.3. Nuisances	11
2.8. Formation du personnel	11
2.9. Respect de l'environnement	11
2.9.1. Politique environnementale – Eco responsabilité	12
2.10. Passation entre Titulaire de travaux et Titulaire de maintenance	12
2.10.1. Gestion des travaux de remise à niveau technique des ascenseurs	12
2.10.2. Procédure de passation entre les Titulaires des travaux et de maintenance	12
2.10.3. Transfert de responsabilité	12
2.10.4. Entretien post-travaux et retour sous gestion du Titulaire de maintenance	13
2.10.5. Responsabilités et implications en cas de non-conformité	13
2.11. Suspension de marché	13
2.12. Suppression ou prise en charge de nouveaux équipements	13
2.12.1. Cas d'un ajout d'appareils	13
2.12.2. Cas de suppression d'appareils	13
2.13. Documentation et outils	13
2.14. Remise des équipements en fin de marché	14
2.15. Fonctionnement du Titulaire avec l'AMO	14
3. DÉLAIS GÉNÉRAUX	15
3.1. Délais d'intervention	15
3.1.1. Cas général	15
3.1.2. Usager bloqué	15
3.1.3. Cas de dysfonctionnement majeur	15
3.2. Délais de remise en service	16
3.2.1. Délais de remise en service – Cas général	16
3.2.2. Délais de réparation pour remplacement de pièces standard prévues au marché	16
3.2.3. Délais de réparation pour remplacement de pièces prévues au bordereau de prix	16
3.2.4. Délais de réparation pour remplacement de pièces importantes	16
3.2.5. Délais de réparation dans les autres cas	16
3.2.6. Délais de remise en service suite à devis	17
4. STOCK DE PIECES DETACHEES	17
5. COMPTES RENDUS	17
5.1. Comptes rendus suite à intervention	17
5.1.1. Carnet d'entretien	17
5.1.2. Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement	18
5.1.3. Comptes rendus suite à pannes répétitives	18
5.1.4. Information des usagers	18
5.1.5. Compte rendu mensuel	18
5.1.6. Comptes rendus annuels	19
5.1.7. Comptes rendus à la demande du Maître d'Ouvrage	19
5.1.8. Réunion de suivi d'exploitation	19
5.1.9. Attestations annuelles de vérification de câbles et parachute	20
5.1.10. Réunion de chantier	20
5.1.11. Conformité	20
5.2. Report des informations	21
5.3. Renseignement de la base de donnée d'intervention	21

6.	VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
6.1.	Contrôles	23
6.1.1.	Étude sécurité, conformément au décret 2008-1325	23
6.1.2.	Contrôle technique quinquennal	23
6.1.3.	Contrôle réglementaire pour les Établissements Recevant du Public (ERP)	23
6.1.4.	Contrôle réglementaire pour les Immeubles de Grandes Hauteur (IGH)	23
6.1.5.	Contrôle réglementaire pour les immeubles recevant des travailleurs (ERT)	24
6.1.6.	Commission de sécurité	24
6.1.7.	Visites d'audit technique	24
6.1.8.	Contrôle maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie et Mission de Coordination S.S.I.	24
6.1.9.	Assistance repérage amiante	24
6.1.10.	Traitement des observations issues des contrôles	24
7.	ASCENSEURS & ASCENSEURS DE CHARGES	26
7.1.	Définition des objectifs de résultat	26
7.1.1.	Nombre de pannes	26
7.1.2.	Nombre d'heures d'arrêt	26
7.1.3.	Périodes d'indisponibilité prises en compte	26
7.1.4.	Périodes d'indisponibilité non prises en compte	27
7.1.5.	Remise en service	27
7.2.	Maintenance forfaitaire	27
7.2.1.	Maintenance préventive systématique forfaitaire	28
7.2.2.	Vérifications périodiques de maintenance (toutes les 6 semaines)	28
7.2.3.	Vérifications Semestrielles :	28
7.2.4.	Vérifications Annuelles :	29
7.3.	Maintenance Corrective	30
7.3.1.	Généralités	30
7.3.2.	Prestations de maintenance à clauses minimales	30
7.3.3.	Prestations de maintenance à clauses étendues (Clauses non applicables en cas de marché à clauses minimales)	31
7.3.4.	Téléalarme	32
7.4.	Prestations non incluses au forfait	32
8.	ÉLÉVATEURS DE PERSONNES & APPAREILS DE LEVAGE	34
8.1.	Définition des objectifs de résultat	34
8.1.1.	Nombre de pannes	34
8.1.2.	Nombre d'heures d'arrêt	34
8.1.3.	Périodes d'indisponibilités prises en compte	35
8.1.4.	Périodes d'indisponibilités non prises en compte	35
8.1.5.	Remise en service	35
8.2.	Maintenance forfaitaire	35
8.2.1.	Maintenance préventive systématique forfaitaire	36
8.2.2.	Vérifications semestrielles	36
8.3.	Maintenance Corrective	37
8.4.	Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait	37
8.5.	Prestations non incluses au forfait	38
9.	MONTE-CHARGES ACCESSIBLES & INACCESSIBLES	39
9.1.	Définition des objectifs de résultat	39
9.1.1.	Nombre de pannes	39
9.1.2.	Nombre d'heures d'arrêt	39
9.1.3.	Périodes d'indisponibilité prises en compte	40
9.1.4.	Périodes d'indisponibilité non prises en compte	40
9.1.5.	Remise en service	40
9.2.	Maintenance forfaitaire	40
9.2.1.	Maintenance préventive Monte-charge	41
9.2.2.	Vérifications Mensuelles	41
9.2.3.	Vérifications Semestrielles :	41
9.2.4.	Vérifications Annuelles :	41
9.3.	Maintenance Corrective	42
9.4.	Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait	43
9.5.	Prestations non incluses au forfait	43

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet

Le présent marché concerne l'exécution de l'ensemble des prestations de maintenance préventive et corrective des appareils équipant les sites du CHU de TOULOUSE.

Le présent marché permet de garantir un niveau de service optimal et un maintien en bon état des installations confiées, notamment sur les points suivants :

- Sécurité fonctionnelle pour les usagers ;
- Maintien du niveau technique ;
- Maintien de l'aspect général (esthétique).

Le Titulaire s'engage au travers de ses opérations de maintenance et de dépannage, à maintenir en parfait état de fonctionnement les équipements du parc du CHU de TOULOUSE.

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des bâtiments
- De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance
- Des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Les visites et interventions de maintenance préventive systématiques ont pour but de conserver le niveau de sécurité, réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Les interventions effectives dues au titre de la maintenance corrective et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques, ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements et la remise en état des matériels ou équipements défectueux.

La mise en application de ce Cahier des Charges a pour effet immédiat l'organisation d'une maintenance transparente, efficace et contrôlable, permettant ainsi l'augmentation de la durée de vie des équipements et leurs utilisations en toute sécurité. Des contrôles réguliers de la qualité de la maintenance préventive seront effectués.

Le marché impose le report mensuel par le Titulaire au Maître d'Ouvrage des faits intervenus sur chaque installation (entretien, pannes, désincarcération...).

1.2. Présentation du patrimoine du CHU de TOULOUSE

Les établissements du CHU de Toulouse sont répartis sur plusieurs sites géographiques, dans Toulouse et ses environs

Sites	Adresse
Les principaux sites rattachés à la rive droite	
Hôpital Rangueil	1 avenue du Pr Jean POULHES TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9
Hôpital Larrey	24 chemin de POUVOURVILLE TSA 30030 31059 Toulouse Cedex 9
Chapitre	Unité de Stérilisation et Cuisine Centrale ZI du Chapitre 20 avenue Larrieu Thibaud 31100 Toulouse
Logipharma	293 chemin de Tucaut TSA 90036 31270 Cugnaux
Logidos	ZI du parc d'activités du Bois Vert 5 avenue de la Saudrune 31120 Portet sur Garonne
Centre de soins Dentaire	3 chemin des Maraîchers TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9
Salies du Salat	15 bis, avenue de la fontaine Salée 31260 Salies du Salat
Les principaux sites rattachés à la rive gauche	
Hôpital Purpan	Place du Docteur BAYLAC TSA 40031 31059 Toulouse Cedex 9
Hôpital La Grave	Place LANGE TSA 60033 31059 Toulouse Cedex 9
Hôtel-Dieu	2 rue VIGUERIE TSA 80035 31059 Toulouse Cedex 9
ERS (Ecole Régionale de Santé)	PREFMS 74, voie du T.O.E.C 31059 Toulouse
Hôpital Garonne dont Ancely	224 avenue de Casselardit TSA 40031 31059 Toulouse Cedex 9

Site	Adresse
IUCT Oncopole	1 avenue. Irène Joliot-Curie 31100 Toulouse

1.3. Équipements concernés

Les caractéristiques techniques sommaires des appareils à entretenir sont précisées en annexe 1 au présent C.C.T.P.
Cette liste des appareils est susceptible d'évoluer en fonction des constructions et rénovations de locaux effectués par le Maître d'Ouvrage.

Les conditions de suppression d'équipements et de prise en charge de nouveaux équipements sont précisées au § 2.121.

Avertissement : toutes les caractéristiques sont communiquées à titre d'information.

1.4. Répartition et classification des équipements

1.4.1. Répartition

Les différents équipements sont implantés sur différents sites. La localisation de chaque équipement, et leurs caractéristiques techniques figure en annexe 1 au présent CCTP

1.4.2. Classification

Le patrimoine du CHU de TOULOUSE est constitué d'appareils aux dénominations commerciales variées et intégrant différentes technologies.

1.4.3. Périmètre du marché

Chaque équipement porte un identifiant CLIENT qui sera la référence privilégiée pour repérer les différents appareils.
Cet identifiant devra apparaître dans chacun des échanges ou documents écrits par le Titulaire ainsi que dans toutes correspondances entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage ou l'assistant au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire s'engage par le présent marché de prestations de services à fournir à CHU de TOULOUSE les prestations décrites dans le présent document et ce dans les conditions détaillées dans les annexes techniques.

Les Sites du CHU de TOULOUSE concernés par le présent Marché sont listés dans l'Annexe 1 du CCTP.

CHU de TOULOUSE pourra à tout moment ajouter ou supprimer un ou plusieurs équipements, sous réserve que les parties se mettent d'accord sur le coût des prestations liées à ces nouveaux équipements, sur la base moyenne des tarifs moyens indiqués dans la DPGF du présent marché.

Le coût supplémentaire fera l'objet d'un avenant au marché initial, dûment validé par CHU de TOULOUSE, avant tout départ de prestations.

1.4.4. Priorisation des sites

Les équipements sont classés par criticité en tenant compte de l'importance du site ou des équipements. Cette classification est fournie par le Maître d'Ouvrage et peut-être amenée à évoluer dans le temps.

Elle comporte 2 niveaux :

- Criticité C1 : Appareil stratégique
- Criticité C2 : Appareil avec une utilisation normale

Suivant le niveau de criticité, les délais d'intervention et de remise en service seront différents comme énoncé dans le présent document dans la partie prestation.

La liste des équipements et leurs classifications est fournies en annexe 1 au présent marché.

1.5. Définition des prestations de maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut :

- La maintenance préventive systématique,
- La maintenance corrective,
- L'assistance durant les contrôles réglementaires.

Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement du CHU de TOULOUSE. Les prestations d'entretien comportent des clauses minimales prévues par la réglementation, complétées de clauses complémentaires qui sont décrites dans le présent CCTP. CHU de TOULOUSE se réserve le droit de choisir entre des prestations à clauses dites minimales et/ou complémentaires selon ses sites et ses appareils.

1.6. Permanences

Le Titulaire garantira une présence sur site de ses équipes pendant les jours ouvrés, selon les horaires suivants :

- Hôpital Purpan : de 8h à 12h et de 14h à 17h.
- Hôpitaux Rangueil / Larrey : de 8h à 12h et de 14h à 17h.

Cette permanence sera assurée aux horaires mentionnés, y compris durant les congés et vacances scolaires. Le Titulaire devra impérativement informer le responsable sur site de ses arrivées et départs pour chaque établissement.

1.7. Référentiel réglementaire

- Loi SAE du 2 Juillet 2003 n° 590-2003
- Décret n° 2004-964 du 10 septembre 2004 modifié
- Décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- Aux arrêtés du 18 Novembre 2004 modifiés relatifs :
- Aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- À l'entretien des installations d'ascenseurs
- Arrêté du 7 Août 2012 modifié : Relatif aux contrôles techniques à réaliser sur les installations d'ascenseurs
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 8 Décembre 2014 : fixant les dispositions prises, pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations ouvertes au public et abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007
- Décret n° 2008-1325 du 17 Décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code du travail
- Arrêté du 11 Mars 1977 : Conditions d'entretien normalisées Ascenseurs et Monte-charges
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié, relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Arrêté du 1e mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Directive machine : 2006/42/CE
- Directive ascenseur : 2014/33/UE
- FD P 82-020 de Décembre 2004 et A1 de Décembre 2013 : Guide d'identification des serrures de porte palière manuelle
- FD P 82-021 de Février 2005 : Guide pour l'évaluation des parachutes et limiteurs de vitesse
- FD P 82-022 de Septembre 2005 : Guide pour l'élaboration d'un marché de maintenance
- NF EN 115 : Sécurité et construction des escaliers mécaniques
- NF EN 13015 +A1 Maintenance pour ascenseurs et escaliers mécaniques

Cette liste n'est pas limitative.

Le Titulaire devra tenir compte également des règles de l'art, propres à sa profession, ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions des Clauses Techniques peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

1.8. Définitions

Ascenseur & ascenseur de charge :

Appareil qui dessert de manière permanente les bâtiments et constructions et destiné au transport :

- De personnes

- De personnes et d'objets
- D'objets uniquement si l'habitable est accessible, c'est-à-dire si une personne peut y pénétrer sans difficulté, et s'il est équipé d'éléments de commande situés à l'intérieur de l'habitable ou se trouvant à la portée d'une personne se trouvant à l'intérieur de l'habitable.

Monte-charge inaccessible :

Appareils dont les dimensions ou la constitution s'opposent à l'accès des personnes.

Les dimensions ne doivent pas excéder :

- 1 m² pour la surface au sol
- 1 m pour la profondeur
- 1,20 m pour la hauteur

Monte-charge accessible :

Appareils desservant des niveaux définis et permettant l'accès, pour le chargement, possédant un organe de commande à l'extérieur de l'habitable, ne pouvant être actionné de l'intérieur.

- Les appareils dont l'emploi est interdit pour le transport des personnes, mais où celles-ci ont accès pour le chargement et déchargement des charges transportées

Élévateur de personne :

Appareils élévateurs verticaux installés à demeure, comportant une plate-forme aménagée pour le transport des personnes à mobilité réduite, avec ou sans accompagnateur, et n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s.

Maintenance :

C'est l'ensemble des actions ou phases techniques planifiées ou non durant le cycle de vie d'un équipement, destiné à le maintenir ou à le rétablir dans un état lui permettant d'accomplir la fonction pour lequel il a été conçu.

Maintenance préventive :

C'est la maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés et planifiés ou selon des critères prescrits de façon à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement de l'équipement et à assurer leur conservation.

Maintenance corrective :

C'est la maintenance réalisée après détection d'une panne et destinée à remettre un équipement dans un état lui permettant d'accomplir la fonction requise.

Réserves de maintenance :

On appelle « Réserve » :

- Toute observation qui serait émise par un organisme de contrôle (en application des contrôles SAE ou sécurité incendie)
- Toute remarque d'un intervenant mandaté par CHU de TOULOUSE pour le contrôle de la maintenance.
- Les anomalies relevées par le Bureau de Contrôle ou l'AMO du CHU de TOULOUSE effectuant les vérifications annuelles de fonctionnement (le cas échéant).

Panne :

Appareils élévateurs : L'appareil est indisponible pour les utilisateurs. Il ne se déplace pas et ne répond à aucune sollicitation des utilisateurs ou action sur les boutons de commande, situés dans la cabine ou sur les paliers par exemple.

Le dépannage comprend l'ensemble des opérations urgentes qui ont pour objet la remise en fonctionnement d'un équipement.

Délai d'intervention :

Ce délai représente le temps qui s'écoule entre l'heure de réception du défaut ou de l'appel par le Titulaire et de l'acquittement du technicien à son arrivée sur le site.

Délai de remise en service :

Ce délai représente le temps qui s'écoule entre l'heure de réception de la panne par le Titulaire et l'heure de remise en service de l'installation.

1.9. Remarque générale

Le Titulaire dispose d'une centrale de surveillance et de télésurveillance permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24 – 7j/7, tous les jours de l'année, jours fériés inclus.

Les prestations décrites dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières ainsi que dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières Entretien seront conformes aux articles listés au paragraphe 1.6 ci-avant.

Ces prestations d'entretien comportent des clauses minimales prévues par la réglementation, complétées éventuellement de clauses complémentaires qui sont décrites dans le présent CCTP.

2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

2.1. Prise en charge

Le Maître d'Ouvrage informera préalablement le Titulaire de maintenance de la présence d'amiante ou de toute autre matière dangereuse dans la constitution des locaux ou des équipements.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels ou équipements dont il prend en charge la maintenance. Le Titulaire s'interdit tout recours ultérieur et prend la responsabilité du bon fonctionnement des installations.

Le Titulaire déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (documentation technique, dispositions de remise en service, outils spécifiques et leurs notices, codes d'accès éventuels, organe de manutention, organe de mise en sécurité...). Il déclare prendre les installations sans réserve sauf spécifications particulières indiquées dans un formulaire d'état des lieux présenté par le Titulaire dans son offre de remise de prix et qui sera annexé au marché.

Dans le premier mois de la prise en charge du parc, le Titulaire apposera sur chaque équipement une étiquette indiquant :

- Le N° de l'installation
- Le N° de téléphone pour les demandes de dépannage
- Les coordonnées du Titulaire

Pour les ascenseurs, ascenseurs de charges, élévateurs de personnes et monte-charges accessibles, il sera apposé une étiquette au palier du niveau principal et une étiquette dans chaque cabine.

Pour les monte-charges inaccessibles, il sera apposé une étiquette au palier du niveau principal.

2.2. Audit de prise en charge

Un bilan établi contradictoirement sera réalisé **sous 3 mois**, avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant et le Titulaire entrant, lors de la prise en charge des appareils selon annexe 1.

L'absence du Titulaire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne peut faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Celui-ci aura pour objectif de fixer un état de l'équipement lors de la prise du marché. Ces équipements devront être restitués à minima dans le même état à la fin du marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de ce bilan pour facturer des travaux qui seraient inclus au présent marché ou qui relèveraient d'un oubli ou manquement de sa part ou de ceux des entreprises ayant entretenu les installations auparavant.

S'il n'y a pas de changement de Titulaire (sortant / entrant), les précédents audits feront foi.

2.3. Obligations du Titulaire

Le Titulaire a une obligation de résultat et de qualité de service pour la mission qui lui est confiée.

Le Titulaire déclare connaître parfaitement les équipements qu'il prend en charge et les accepte en l'état.

En conséquence, dès lors que la prise en charge sera effective, il ne pourra faire état de difficulté provenant de la qualité du matériel, de l'état des équipements ou de leur vétusté.

Le Titulaire doit à fournir, gratuitement, toute la documentation technique liée aux matériels qu'il aurait introduits sur les appareils dans le cadre de son marché ou lors de maintenance corrective, ainsi que les éventuels codes d'accès ou boîtiers de programmation qui représenteraient un quelconque verrouillage technologique ou toute autre forme de verrouillage.

Il s'engage également à réaliser les mises à jour des différents outils de programmation qui lui ont été remis, à la prise du marché, pour réaliser ses prestations.

Le Titulaire du marché, Titulaire de maintenance, s'engage au travers de ses opérations de maintenance et de dépannage, à maintenir en parfait état de fonctionnement les équipements du parc du CHU de TOULOUSE.

2.3.1. Devoir de conseil et d'alerte

L'objectif du présent marché est notamment d'assurer la continuité de service et la sécurité des occupants et utilisateurs des bâtiments, que ce soit les locaux de service, ou les locaux ouverts au public.

Le Titulaire sera force de proposition, auprès du Maître d'Ouvrage ou de son AMO, à tout moment pour ce qui concerne les travaux à exécuter, les réglages et améliorations pouvant être apportées aux installations permettant au Maître d'Ouvrage de mieux gérer ses installations.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toutes non-conformités des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

2.3.2. Cas de danger grave et imminent

Si lors d'une intervention (corrective ou préventive), le Titulaire constate un danger grave et imminent, il en informe immédiatement par téléphone **et par courriel**, le responsable du Maître d'Ouvrage du site concerné **ainsi que l'assistant au Maître d'Ouvrage**.

En cas de non-respect de cette clause, le Titulaire s'expose aux pénalités prévues au CCAP.

2.4. Accès – Consignes – Personnel et moyens du Titulaire

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites gérés par le Maître d'Ouvrage sera qualifié selon les exigences du décret 2008-1325, relatif à la sécurité des ascenseurs.

La qualification minimale imposée pour intervenir techniquement sur les bâtiments gérés par le Maître d'Ouvrage sera la suivante : Coefficient 190 – position 2.3 de la convention de la métallurgie.

Le Titulaire s'engage à assurer la formation de son personnel. Il n'existe pas de formation exhaustive aux différents matériels, et donc pas d'attestation correspondante aux différents types de matériel et à l'obligation de sous-traiter au fabricant, sous sa responsabilité les tâches sortant de son champ de compétence. Le personnel d'intervention du Titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude sécurité spécifique à chaque ascenseur.

Le personnel de l'entreprise doit disposer de vêtements professionnels adaptés aux conditions d'intervention sur site. Le non-respect de ces consignes conduirait à l'exclusion de l'intervenant.

Le personnel du Titulaire est doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du code du travail et les périodicités de révision.

Le Titulaire désigne en outre un responsable qui sera **l'interlocuteur privilégié** du Maître d'Ouvrage. Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail.

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant se réserve le droit à tout moment, pour des manquements graves et répétés, et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le Titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage
- Les équipements de manutention
- Les échelles, échafaudages, plates-formes et platelages
- Les protections
- Les meubles vestiaires
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis.

Le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des équipements est en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société Titulaire du marché, pour cela, il doit être muni d'une carte d'identité de son Entreprise et être en mesure de la produire sur simple demande du CHU de TOULOUSE ou de son représentant.

2.5. Dispositions particulières

Les prestations seront réalisées dans des établissements hospitaliers en activité. Le Titulaire devra ainsi anticiper et mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin de minimiser les nuisances générées par ses interventions (bruit, poussière...), afin de préserver le confort des patients et des professionnels de santé.

Le Titulaire veillera à ne pas entraver la circulation des personnes et des véhicules d'urgence (voies réservées aux pompiers, parkings dédiés...).

- Certaines interventions auront lieu dans des établissements psychiatriques. Une vigilance accrue sera requise afin de ne pas laisser des véhicules ouverts ou des outils sans surveillance.
- L'accès aux blocs opératoires devra être strictement programmé et pourra être annulé à la dernière minute en cas d'urgence médicale.
- Selon les disponibilités du personnel hospitalier et la nature de l'intervention, le Titulaire pourra être accompagné ou non par un agent de l'établissement.

2.6. Sous-traitance

Aucune sous-traitance de second rang ou plus ne sera admise. Seul le recours à la sous-traitance de 1^{er} rang pour la désincarcération de personnes bloquées en cabine est admis dans le respect des dispositions légales.

Ainsi, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution d'une partie du marché qu'à la condition d'avoir obtenu, préalablement, du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Titulaire transmet à CHU de TOULOUSE ou à son représentant, une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct, soit au moment du dépôt de son pli ou soit en cours d'exécution du marché (sur support dématérialisé).

Ces renseignements sont, à minima :

- Document DC4 (ou équivalent en marché privé) incluant les déclarations sur l'honneur ;
- Attestation de régularité sociale datant de moins de 6 mois
- Copie des attestations légales de versement des cotisations et de déclarations aux administrations (fiscales) ;
- Les documents permettant d'apprécier les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (références, effectifs et chiffre d'affaires) ;
- Les attestations d'assurance (responsabilité civile professionnelle et décennale en cours de validité) ;
- Pouvoir pour la signature si nécessaire

Les éventuels sous-traitants sont en mesure de lire, comprendre, appliquer et expliquer les consignes de sécurité.

Le Titulaire reste néanmoins le seul responsable vis-à-vis du CHU de TOULOUSE.

La méconnaissance de ses obligations en matière de déclaration de ses sous-traitants peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

2.7. Hygiène – Sécurité - Nuisances

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations définies dans son marché conformément avec la législation et la réglementation en vigueur.

Il reste responsable de la bonne mise en œuvre de ces mesures de prévention garantissant à son personnel des interventions dans de bonnes conditions de travail et de sécurité.

2.7.1. Plan de prévention

Dès la prise d'effet du marché, le Titulaire soumettra au Maître d'Ouvrage un plan de prévention intégrant l'ensemble des obligations contractuelles assurées par le Titulaire, y compris les travaux pouvant être réalisés hors marché d'entretien.

Le Titulaire sera seul responsable, de la communication du plan de prévention à son personnel et des mesures qui en résultent, ainsi que de l'application scrupuleuse de celles-ci.

2.7.2. Risque Amiante

Dans le cadre des interventions de maintenance sur des bâtiments et équipements datés d'avant 1997, le personnel du Titulaire peut être amené à travailler sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante et susceptibles d'émettre des fibres.

La localisation de ces matériaux se trouve dans ces deux types d'application :

- L'amiante issu de la structure du bâtiment et pouvant être présente en machinerie ou en gaine dans les parties communes.
- L'amiante issu d'un des organes des ascenseurs.

Pour le premier cas, le Titulaire devra demander au Maître d'Ouvrage, le DTA (Dossier Technique Amiante), devra en prendre connaissance et informer son personnel de la présence éventuelle de matériaux contenant de l'amiante, ainsi que des dispositifs de prévention mis en place. Le DTA couvre les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante de la liste A & B de la réglementation pour les parties communes, mais ne permet en aucun cas de faire réaliser des travaux.

En cas de présence d'amiante sur le périmètre d'intervention maintenance et après analyse de risque, le Titulaire prendra éventuellement les dispositions nécessaires pour réaliser son intervention selon les préconisations de la sous-section 4 du code du travail.

Dans le cas où le DTA ne mentionne pas la présence ou l'absence d'amiante dans le périmètre d'intervention maintenance (locaux non visités, ou absence de mention sur l'ascenseur, gaine, etc.) la maîtrise d'ouvrage devra faire procéder à la mise à jour de celui-ci en présence de l'ascensoriste.

Concernant les interventions sur les organes des ascenseurs (portes palières, frein), qui sont hors périmètre du DTA, l'entreprise Titulaire devra prévoir à sa charge les procédures adaptées de dépose, de conditionnement, d'évacuation, de suivi et de retraitement de l'amiante. L'entreprise devra donc justifier pour son personnel intervenant de l'habilitation à intervenir en sous-section 4.

L'offre est réputée contenir toute suggestion afférente à la dépose et au retraitement de l'amiante issu des organes des ascenseurs. Le bordereau réglementaire de retraitement de l'amiante sera fourni par le Titulaire du marché au Maître d'Ouvrage dans un délai de 6 semaines après la dépose.

Afin de prévenir les risques d'exposition, et faciliter les travaux ultérieurs, il est précisé que dans le cadre de ce marché de maintenance, il est demandé au Titulaire de remplacer systematiquement les garnitures de freins susceptibles de contenir de l'amiante.

2.7.3. Nuisances

La mise en indisponibilité des appareils pour la réalisation de travaux de maintenance ou de réparation devra tenir compte des contraintes de travail en milieu occupé.

Pour ce faire toute période d'arrêt fera l'objet d'une communication vers les utilisateurs.

Les plannings de réalisation devront intégrer la possibilité de faciliter, via des manœuvres provisoires, l'utilisation de l'appareil, pour les personnes médicalisées à domicile ou pour les personnes en situation de handicap.

2.8. Formation du personnel

Le Titulaire emploie des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du marché.

Le personnel chargé de l'entretien a reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R.4543-22 à R.4543-24 du code du travail (décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 fixant les prescriptions particulières de sécurité et de formation applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules).

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le personnel du Titulaire produit sur simple demande du CHU de TOULOUSE ou de son représentant les justificatifs des formations réglementaires suivantes :

- Décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage (habilitation électrique conformément à NF C18-510).
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 (information sur le travail en hauteur et formation au port de l'Équipement de Protection Individuel EPI).
- Formations aux risques de travail en présence d'amiante (sous-section 4).

2.9. Respect de l'environnement

Le Titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits par les appareils élévateurs. Cette disposition concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les huiles, les batteries et toutes les eaux insalubres.

Toutes les huiles usagées seront évacuées immédiatement par le Titulaire du présent marché, sans possibilité de stockage sur site.

Le Titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.

2.9.1. Politique environnementale – Eco responsabilité

Les différentes actions engagées par le Titulaire pour la préservation de l'environnement seront particulièrement analysées. Le Titulaire devra s'engager dans la gestion des déchets, afin de répondre aux deux principaux objectifs suivants : limiter la production de déchets et recycler les déchets. Pour ce faire, le Titulaire devra réduire ses déchets liés à son activité de maintenance. Le Titulaire devra aussi trier ses déchets produits, suivant les procédures de tri sélectif et de recyclage des déchets.

L'offre devra préciser les moyens mis en œuvre pour effectuer le retraitement des déchets tels que précisés ci-après.

Pour le Titulaire de maintenance ascenseur, 3 types de déchets sont distingués :

- Les D3E : Déchets en provenance des équipements électriques et électroniques
- Les déchets industriels dangereux
- Les déchets Titulaires

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des déchets électriques et électroniques (D3E) dans le respect des décrets n° 2014-92 du 19 août 2014 et n°2013-988 du 06 novembre 2013 ainsi que les arrêtés ultérieurs.

Les D3E appartiennent à la famille des Déchets Industriels Banals (D.I.B.) et doivent être retraités au même titre que les piles et la ferraille.

On entend par "traitement" : toute opération suivant l'arrivée des D3E dans des installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des D3E.

Sont notamment compris au sens des D3E pour les ascenseurs, l'armoire électrique, le moteur, l'opérateur de porte, les boîtiers électriques et les boîtes à boutons. Le Titulaire prendra à sa charge le traitement des D3E de l'installation concernée même si le matériel n'est pas de sa fabrication.

- Les Déchets Industriels dangereux (D.I.D)

Les déchets industriels dangereux regroupent entre autres : les hydrocarbures, les batteries et les tubes fluorescents.

Dans le domaine de l'ascenseur, les hydrocarbures à prendre en compte en termes de retraitement sont les huiles en provenance des centrales hydrauliques et des groupes motoréducteurs.

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des D.I.D dans le respect de la législation et de la réglementation applicables en matière de protection de l'environnement.

Traçabilité par Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD)

- Les déchets amiantés

Traçabilité par Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA)

- Les déchets Titulaires

Les déchets Titulaires devront également être retraités. On entend par déchet Titulaire les emballages des matériels neufs, les bombes aérosol, les colles et mastics, les résidus de peinture.

2.10. Passation entre Titulaire de travaux et Titulaire de maintenance

2.10.1. Gestion des travaux de remise à niveau technique des ascenseurs

Pendant la durée du marché, le Maître d'Ouvrage pourra engager des travaux de remise à niveau technique sur certains ascenseurs. En fonction de l'ampleur des interventions et dans le respect des dispositions du code des marchés publics, une consultation pourra être organisée afin de sélectionner le prestataire chargé de leur réalisation.

2.10.2. Procédure de passation entre les Titulaires des travaux et de maintenance

Avant le démarrage des travaux, un état des lieux sera réalisé conjointement par le Titulaire des travaux et le Titulaire de maintenance. Ce document devra être cosigné par les deux parties et remis au représentant du Maître d'Ouvrage. En cas de désaccord, un bureau d'expertise pourra être mandaté par le Maître d'Ouvrage.

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire de maintenance suspendra ses interventions sur l'appareil concerné. En conséquence, le marché de maintenance de cet appareil sera temporairement suspendu, entraînant une réduction proportionnelle de la facturation trimestrielle basée sur le nombre de jours d'arrêt.

2.10.3. Transfert de responsabilité

À compter du début des travaux, l'appareil passera sous la responsabilité exclusive du Titulaire des travaux. Une fois les interventions achevées et après réalisation des réglages et mises au point nécessaire, un nouvel état des lieux contradictoire sera établi entre les deux parties.

2.10.4. Entretien post-travaux et retour sous gestion du Titulaire de maintenance

Après réception définitive des travaux, l'appareil pourra bénéficier d'une période d'entretien de **12 ou 24 mois** assurée par le Titulaire des travaux, sous réserve que cette clause soit spécifiée dans le marché des travaux.

Dans le cas contraire, la maintenance sera automatiquement prise en charge par le Titulaire du marché de maintenance dès la fin des travaux.

Un état des lieux contradictoire sera alors réalisé entre le Titulaire des travaux et le Titulaire de maintenance, cosigné par les deux parties et remis au Maître d'Ouvrage. En cas de désaccord, un bureau d'expertise pourra être mandaté.

L'appareil réintègrera ensuite la gestion normale du Titulaire de maintenance, qui deviendra l'unique interlocuteur pour toutes les opérations d'entretien courant.

2.10.5. Responsabilités et implications en cas de non-conformité

Si les exigences en matière d'entretien requises pour l'application de la garantie constructeur ou entreprise ne sont pas respectées, les travaux de remise en état de l'équipement seront à la charge du Titulaire de maintenance.

Enfin, toute non-conformité dans la procédure de passation entre les Titulaires sera intégralement imputable à la société Titulaire du marché de maintenance.

2.11. Suspension de marché

En cas d'immobilisation d'une installation pour des travaux de rénovation ou mise en conformité supérieure à 3 semaines, CHU de TOULOUSE demandera une suspension du marché, pour le ou les appareil(s) concerné(s), jusqu'à la remise en service aux usagers. Il s'agit d'une suspension de prestation et financière.

2.12. Suppression ou prise en charge de nouveaux équipements

2.12.1. Cas d'un ajout d'appareils :

Tout nouvel appareil complémentaire intégré au patrimoine du Maître d'Ouvrage devra obligatoirement être inclus dans le présent marché dès sa mise en service, sans possibilité de contestation de la part du Titulaire.

Ce dernier assumera la maintenance des équipements, indépendamment de leur marque, technologie ou origine des composants, en contrepartie d'une rémunération forfaitaire annuelle à convenir avec le Maître d'Ouvrage et son représentant, conformément aux conditions établies dans le présent marché.

À la suite de l'achèvement de constructions neuves ou de l'acquisition de nouveaux bâtiments, le Titulaire sera convoqué par le Maître d'Ouvrage pour la réception des équipements, afin de procéder à une visite de prise en charge. À l'issue de cette visite, il réalisera un état des lieux dont une copie sera remise au Maître d'Ouvrage et à son représentant. Lors de cette prise en charge, le Maître d'Ouvrage transmettra au Titulaire les certificats de garantie ainsi que les dossiers techniques afférents, incluant notamment la déclaration de conformité CE.

À l'issue de l'année de garantie de parfait achèvement, le Titulaire assurera la garantie des pièces et de la main d'oeuvre conformément aux dispositions du marché de travaux et signalera au Maître d'Ouvrage et à son représentant tout vice caché qu'il pourrait détecter.

Pour tout nouvel équipement, le prix devra être cohérent avec les conditions définies lors de l'attribution du marché pour des équipements aux caractéristiques techniques comparables, conformément au DPGF.

2.12.2. Cas de suppression d'appareils :

Dans le cas de la suppression d'un équipement suite à une cession d'immeuble par exemple, le Titulaire s'engage à remettre, les matériels et l'ensemble de la documentation (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) liés à l'équipement.

Toute modification du marché d'entretien, qu'il s'agisse de la suppression ou de l'intégration de nouveaux équipements, fera l'objet d'un avenant.

2.13. Documentation et outils

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation et les outils nécessaires à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, outils spécifiques de programmation et

notices d'utilisation. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du Titulaire sortant.

Le Titulaire s'engage également à remettre en fin de marché l'ensemble de la documentation, documents et outils de programmation qui lui auraient été remis par le Maître d'Ouvrage pour la bonne exécution de ses prestations

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le Titulaire du marché doit mettre à jour les plans et schémas des installations, les laisser à demeure en machinerie ou à défaut à proximité du coffret de commande.

Si le Titulaire a procédé au remplacement de matériels nécessitant des outils, des notices ou des codes spécifiques, il devra les fournir gracieusement au Maître d'Ouvrage.

Après les 2 premières années de marché et en tout état de cause dans les 30 jours suivants la seconde date anniversaire du marché, le Titulaire devra fournir l'ensemble des schémas électriques des installations mis à jour dans un classeur qu'il remettra au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire met à disposition du Maître d'Ouvrage sans surcout, une plateforme informatique regroupant toutes les informations des équipements, consultable sur un portail informatique avec accès personnalisé.

2.14. Remise des équipements en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence, éventuelle de l'ancien Titulaire, du nouveau Titulaire désigné, du Maître d'Ouvrage et de tout expert désigné par le Maître d'Ouvrage.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent cahier des charges, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire. Le Titulaire accepte, pendant les trois derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau Titulaire sans rémunération complémentaire.

De manière à assurer la continuité du service de télésurveillance ou de téléalarme sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent marché, le Titulaire sortant s'engage à laisser en place du matériel non verrouillé et accessible pour la réalisation des tests cycliques ainsi que pour la modification du numéro de réception des appels. Il transmettra également sans délai au Titulaire entrant les appels qu'il pourrait recevoir, pendant une durée de 3 mois.

2.15. Fonctionnement du Titulaire avec l'AMO

Dans l'éventualité où le Maître d'Ouvrage s'est entouré d'un AMO ascenseur.

La mission de l'AMO est de représenter le Maître d'Ouvrage, d'assurer le suivi d'exploitation de la maintenance et la réussite de l'obligation de résultat sur le parc. L'AMO en tant que bureau d'études spécialisé en ascenseur assure un relais technique entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire pour permettre des décisions rapides et réactives.

A cet effet, le Titulaire devra dès la prise du marché faire en sorte que :

1. Tous les comptes rendus, courriers soient adressés en copie à l'AMO et au Maître d'Ouvrage par courriel,
2. Les devis de travaux d'amélioration, les devis de travaux de remise en état suite à un sinistre ou les devis de régularisation suite à un incident nécessitant des opérations de remise en service pour éviter une immobilisation seront traités, analysés, négociés et validés pour le compte du Maître d'Ouvrage en direct par l'AMO,
3. Aucun devis ne devra être envoyé vers le Maître d'Ouvrage en direct. L'AMO se charge de transmettre les devis validés, négociés ou refusés au Maître d'Ouvrage,
4. Les appareils arrêtés ou laissés à l'arrêt devront être signalés sans délai à l'AMO en contactant directement les experts techniques. Cet échange permettra de valider une intervention urgente du Titulaire ou de prévoir un rendez-vous sur site dans des cas compliqués avec l'AMO,
5. Le Titulaire sera force de proposition pour la mise en place de travaux d'amélioration vers l'AMO,
6. Le Titulaire remontera au fur et à mesure les problématiques techniques et/ou contraintes rencontrées par le Titulaire sur les sites identifiés,
7. Tous les devis devront faire apparaître de façon distincte la main d'œuvre et le matériel, sous peine de rejet par l'AMO,
8. Tous les devis devront indiquer le nom de la résidence, son adresse et la localisation de l'appareil (Droit Gauche Hall, etc.) en cas d'installation multiple sur une seule et même adresse, sous peine de rejet par l'AMO.

9. Après acceptation d'un devis de travaux de la part de l'AMO, le Titulaire communiquera la date d'exécution et de fin des travaux afin de réaliser une réception. Les factures ne pourront pas être régularisées sans la validation de l'AMO,
10. L'AMO pourra convoquer le Titulaire en dehors des réunions prévues au marché pour effectuer un point sur l'exécution des clauses du marché de maintenance.

3. DÉLAIS GÉNÉRAUX

Les interventions hors maintenance seront déclenchées pendant les périodes prédéfinies, sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone du Titulaire ou de toute autre société affectée à la prise en compte des demandes de dépannage.

En cas de présence d'un système de télésurveillance ou de supervision sur l'installation, la prise en compte des temps d'intervention et de remise en service démarrera dès l'immobilisation de l'appareil.

Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre)

3.1. Délais d'intervention

Le décompte du délai se fait à partir du signalement de la panne au Titulaire par le CHU de TOULOUSE, la Téléalarme / Télésurveillance ou un utilisateur.

Délais d'interventions	Criticité C1	Criticité C2
Cas général	02h00	4h00
Usagers bloqués	00h30	00h45
Cas de dysfonctionnement majeur	00h30	00h45

3.1.1. Cas général

Quel que soit le mode de signalement, le dépannage est effectué **7j/7, 24h/24**.

Le dépannage est effectué le jour même pour tout appel parvenu au central de réception du Titulaire. Le délai d'intervention sur site est de **2 heures maximum pour les appareils de criticité C1** et de **4 heures pour les appareils de criticité C2**.

3.1.2. Usager bloqué

Le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la désincarcération des personnes bloquées en cabine dans un délai maximal de **30 minutes pour les appareils de criticité C1** et **45 minutes pour ceux de criticité C2**, et ce 24h/24, 7j/7, y compris les jours fériés.

En cas d'intervention plus rapide des pompiers, le Titulaire prendra à sa charge les éventuels dommages causés par ces derniers ainsi que les frais associés, si l'intervention des secours est validée par le Titulaire ou si son propre délai d'intervention excède les limites contractuelles. Toutefois, le coût des réparations ne pourra être considéré comme une pénalité.

3.1.3. Cas de dysfonctionnement majeur

En cas de dysfonctionnement majeur affectant la sécurité des personnes (ouvertures portes palières, prise sur parachute...), le Titulaire interviendra au plus vite et en tout état de cause sous un délai de **30 minutes pour les appareils de criticité C1** et **45 minutes pour ceux de criticité C2** et 24h/24 et 365 jours par an.

3.2. Délais de remise en service

La règle générale pour garantir un taux de disponibilité maximal aux usagers du Maître d'Ouvrage est d'intervenir sans délai pour la remise en service des appareils.

Délais de remise en service	Criticité C1	Criticité C2
Cas général	3h00	6h00
Délais de réparation pour remplacement de pièces standard	8h00	12h00
Délais de réparation pour remplacement de pièces importantes	1 jour	3 jours
Délais de réparation dans les autres cas	Devis	Devis
Délais de remise d'un devis	12 heures	24 heures

3.2.1. Délais de remise en service – Cas général

Le délai maximal de remise en service est de **3 heures à compter de l'appel pour les appareils de criticité C1, 6h00 pour les appareils de criticité C2**.

Dans le cas où ce délai de remise en service ne pourrait être respecté, le Titulaire doit en informer courriel le Maître d'Ouvrage ou son représentant en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

Ces informations sont également affichées sur l'ensemble des portes palières de l'ascenseur concerné.

Le Titulaire devra, autant que faire se peut, proposer une solution palliative pour limiter l'impact sur l'exploitation lié à l'indisponibilité de l'appareil.

3.2.2. Délais de réparation pour remplacement de pièces standard prévues au marché

La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces « standard » sera réalisé sous un délai maximum de 8 heures à compter de l'appel pour les appareils de criticité C1, 12h00 pour les appareils de criticité C2. Dans l'attente de la réparation définitive ou du remplacement d'une pièce défectueuse, le Titulaire trouvera une solution palliative afin de pouvoir remettre en service les appareils dans un délai de 3 heures après l'appel pour les appareils de criticité C1 et 6h00 pour les appareils de criticité C2 (voir ci-dessus).

3.2.3. Délais de réparation pour remplacement de pièces prévues au bordereau de prix

Les délais maximaux de réparation ou de remplacement des pièces prévues au bordereau des prix unitaires et retenus à la notification du marché sont définis par type de pièce.

3.2.4. Délais de réparation pour remplacement de pièces importantes

Les délais de réparation ou de remplacement de l'ensemble des pièces qui ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires seront au maximum de **2 semaines** sur justificatif ; hormis pour le groupe de traction dont le délai ne pourra excéder **6 semaines**.

Le Titulaire livrera précisément et par écrit la contrainte de délai de commande et de livraison qui justifie le caractère exceptionnel de l'immobilisation de l'installation. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander une diminution de ce délai d'immobilisation en cas de justification non fondée.

3.2.5. Délais de réparation dans les autres cas

Dans tous les cas, autres que ceux prévus aux articles précédents, le Titulaire de maintenance disposera d'un délai de **12 heures pour les appareils de criticité C1 et 24h00 pour les appareils de criticité C2** à compter de l'appel signalisant l'immobilisation de l'appareil pour faire parvenir un devis détaillé au Maître d'Ouvrage.

Pour les devis émis, dans le cadre de travaux plus conséquents, relevant du devoir de conseil et d'alerte, le Titulaire disposera d'un délai de 2 semaines à compter de l'identification du problème ou de la demande du Maître d'Ouvrage pour faire parvenir le devis. Les travaux proposés devront être qualifiés suivant la typologie suivante :

- Travaux réglementaires
- Travaux de fiabilisation de l'équipement
- Travaux d'amélioration

Tous les devis transmis au Maître d'Ouvrage devront mentionner de façon distincte et pour chaque poste, le matériel avec son coût (cout d'achat multiplié par coefficient sur déboursé) et le cout de la main-d'œuvre (nombre d'heures et nombre d'intervenants), ainsi que le délai d'approvisionnement et de remise en service

Toutes les propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux et le délai de remise en service se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour du devis au Maître d'Ouvrage ne pourra excéder 24 heures.

3.2.6. Délais de remise en service suite à devis

Sur chaque devis remis au Maître d'Ouvrage, le Titulaire indiquera son délai de remise en service de l'installation.

4. STOCK DE PIECES DETACHEES

Le Titulaire constitue un stock de pièces détachées lui permettant de garantir une remise en service des installations dans les délais impartis.

Ce stock est entreposé dans les locaux du Titulaire ou, le cas échéant, dans les locaux mis à la disposition par CHU de TOULOUSE. Ce stock est composé de pièces faisant partie de la garantie couverte par le marché d'entretien et de pièces facturables non couvertes par ledit marché.

Le Titulaire est vigilant sur les pièces et matériels dont il dispose, afin de satisfaire à ses obligations contractuelles. À chaque utilisation des stocks, ceux-ci sont immédiatement reconstitués. Sur simple demande du CHU de TOULOUSE, la liste des équipements stockés est fournie.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque ascenseur de marque autres que celles vendues et installées par lui-même selon les disponibilités indiquées par les sociétés concurrentes concernées.

La fourniture et la pose de ces pièces hors marché font l'objet de facturation supplémentaire selon le Bordereau de Prix Unitaire "BPU Travaux" annexé au présent Marché, le cas échéant.

Au-delà des délais indiqués ci-dessus, et dans le cas où le Titulaire n'est plus en mesure de fournir une pièce, il propose à CHU de TOULOUSE la réalisation de travaux de modernisation. L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations en appliquant le BPU travaux.

5. COMPTES RENDUS

D'une façon générale, et ce pour l'ensemble des documents qui seront transmis par le Titulaire vers le Maître d'Ouvrage ou son représentant, les appareils seront identifiés obligatoirement par :

1. L'identification client
2. Le nom du site (ex. PURPAN),
3. Son adresse (ex Hôpital des enfants, Place du Docteur Joseph BAYLAC, 31300 TOULOUSE)
4. La localisation de l'appareil (ex. Droit, Gauche ou Centre) en cas de batterie ou de hall avec plusieurs appareils

Le n° d'appareil du Titulaire ne pourra en aucun cas se substituer à l'une ou à l'ensemble de ces 3 données de repérage.

Les dénominations du Maître d'Ouvrage sont communiquées en annexe 1 au présent CCTP.

5.1. Comptes rendus suite à intervention

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

5.1.1. Carnet d'entretien

Immédiatement après l'intervention, le compte-rendu est rédigé sur le carnet d'entretien de l'installation. La fourniture du cahier d'entretien est à la charge du Titulaire lors de la première visite de maintenance.

Le carnet d'entretien sera de type électronique et papier.

Le carnet d'entretien sous forme papier sera mis à disposition du Maître d'Ouvrage ou son représentant au poste de sécurité, dans le local de machinerie ou en armoire de manœuvre ou dans un lieu désigné par le Maître d'Ouvrage.

Le carnet d'entretien de type électronique doit être consultable via Internet sur un portail informatique avec accès personnalisé. Il peut s'agir d'une application propre au Titulaire. Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'imposer

son propre modèle de fichier électronique dans la mesure où celui-ci comporte les points explicités ci-après. Dans ce cas, le format ne devra pas être modifié.

Ces carnets d'entretien doivent impérativement présenter les points suivants de façon claire et lisible, sans recourir à des codes ou abréviations :

- La désignation du bâtiment du MOA (cf. DPGF) ;
- La date de l'intervention ;
- Les heures d'appel Maître d'Ouvrage, de début et de fin d'intervention ainsi que la durée ;
- Le type d'intervention : maintenance préventive, corrective ou travaux ;
- La nature de l'appel : appel avec ou sans arrêt de l'appareil et lié à un problème technique, une malveillance, un usage anormal, une cause extérieure ou autres ;
- L'indication d'usagers cabine éventuels en précisant les intervenants (personnel Titulaire ou pompiers) ;
- En cas de dépannage : la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées ;
- En cas de maintenance préventive : les opérations de vérification et les opérations de maintenance réalisées ;
- Nom et signature de l'intervenant ;

L'ensemble des renseignements concernant les prestations de maintenance préventives ou curatives sera visible sous format électronique dans un délai maximal de 24h suivant l'intervention. La qualification et la fonction de l'intervenant pourront être transmises au Maître d'Ouvrage ou son représentant, sur demande expresse de celui-ci et ce sous un même délai de 48h.

5.1.2. Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement

Pour chaque panne immobilisant l'équipement pendant un délai supérieur à 3 heures à compter de l'appel pour les appareils de criticité C1, 6h00 pour les appareils de criticité C2, le Titulaire informera par courrier électronique le Maître d'Ouvrage en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service. Ce courrier électronique sera adressé au Maître d'Ouvrage au plus tard dans les 8 heures après réception par le Titulaire de la demande d'intervention.

5.1.3. Comptes rendus suite à pannes répétitives

Dans le cas où deux pannes seraient constatées dans un délai de 7 jour calendaire sur une même installation, le Titulaire du présent marché établira de manière systématique un compte rendu spécifique explicitant clairement la ou les causes de ces pannes et proposera un plan d'action afin de solutionner définitivement le problème. Ce compte rendu devra être adressé au Maître d'Ouvrage par courriel dans les 72h suivant la deuxième panne de manière systématique.

5.1.4. Information des usagers

Toute immobilisation des appareils devra être signalée par l'entreprise aux usagers par la pose d'un affichage sur l'ensemble des portes palières, indiquant impérativement la date prévisionnelle de remise en service.

En complément, le technicien intervenant devra systématiquement :

- Informer le ou les responsables de site ou leurs représentants de sa présence.
- Communiquer l'objet de l'intervention et sa durée prévisionnelle.
- Indiquer la date estimée de remise en service de l'équipement.

5.1.5. Compte rendu mensuel

Le Titulaire de maintenance devra transmettre au Maître d'Ouvrage et à son assistant, par courriel, un rapport d'activité mensuel.

Ce rapport présente :

- Historique des demandes d'intervention pour dépannage ou désincarcération. Le détail des dysfonctionnements, des heures de réception de la demande, du délai d'intervention et de l'opération réalisée est spécifié par appareil.
- Liste des appareils avec un taux d'appels > 4
- Liste des appareils ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation
- Délai d'intervention mini/moyen/maxi
- Listing des appareils avec plus de 3 pannes sur 1 mois. Évolution sur 6 mois de ces appareils
- Historique des visites d'entretien en détaillant les opérations réalisées et le temps passé.
- Détail des dépenses engagées par appareil au titre du marché.
- Suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des installations.

- Un bilan sur le suivi des levées de réserves des organismes de contrôle ou bureau d'études. Un détail d'avancement par appareil est fourni.
- Un bilan des dépenses par appareil réalisées au titre de la garantie des pièces
- Historique des interventions, INDICATEURS (technique, usage anormal, malveillance, causes extérieures, autres et sans arrêt) selon le modèle en annexe 6 au présent CCTP.

L'absence de remise du rapport mensuel d'exploitation dans le mois défini est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé au CCAP.

Sans préjuger des sanctions applicables pour faute grave, toute information manifestement falsifiée, est sanctionnée d'une pénalité dont le montant est fixé au CCAP.

5.1.6. Comptes rendus annuels

Le Titulaire de maintenance dresse un compte rendu annuel d'activité. Il est remis une fois par an et sauf demande particulière du Maître d'Ouvrage, au plus tard, le 31 janvier suivant l'année écoulée.

Le rapport annuel fait apparaître pour chaque appareil :

- Les interventions de maintenance préventive et corrective / appareil précisant la date, les heures d'appels au central de surveillance du Titulaire, les heures d'arrivée et de départ heures d'interventions avec le compte rendu d'intervention ;
- Le taux de disponibilité des appareils ;
- Le taux d'appels et le taux de panne par appareil ;
- La liste des actions de maintenance préventive par appareil ;
- La liste des actions de maintenance corrective par appareil ;
- Les dates et heures des opérations de désincarcération ;
- Le nombre d'appels pour usager cabine ;
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc.) ;
- Un bilan des dépenses par appareil réalisées au titre de la garantie des pièces ;
- La liste des prestations spécifiques effectuées dans le cadre du marché et les pièces remplacées ;
- Les résultats de tous les essais réglementaires ;
- Le plan de maintenance pour l'année à venir ;

À la demande du Maître d'Ouvrage, ce rapport sera remis sous format électronique. Dans ce cas, il intégrera le contenu des carnets d'entretien.

L'absence de remise du rapport annuel d'exploitation dans le mois défini est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé au CCAP.

5.1.7. Comptes rendus à la demande du Maître d'Ouvrage

Le Titulaire du marché dresse, sur simple demande du CHU de TOULOUSE et dans les 8 jours suivant sa requête, un compte rendu faisant apparaître les taux de disponibilité générale, les taux de pannes, les appels pour dépannage, les actions de maintenance préventive et corrective ainsi que leur date et durée.

5.1.8. Réunion de suivi d'exploitation

5.1.8.1. Organisation et suivi des réunions d'exploitation

Les réunions de suivi d'exploitation seront organisées trimestriellement.

Toutefois, pendant la durée de l'accord-cadre, le Maître d'Ouvrage pourra ajuster leur format, leur fréquence, leur calendrier ainsi que leur durée.

5.1.8.2. Transmission des données de maintenance

Le Titulaire de maintenance devra transmettre, au moins cinq jours ouvrés avant la date de la réunion, un fichier récapitulatif des pannes de chaque appareil. Ce fichier devra inclure impérativement :

- Le nombre de pannes mensuelles dues à des actes malveillants,
- Le nombre de pannes techniques par mois,
- Le nombre d'interventions sans objet.

Le Titulaire devra également indiquer les dates et motifs des visites de maintenance.

Les données devront être analysées et accompagnées de recommandations sous forme de Plan d'action ou de Plan de progrès. Le rapport devra être fourni au format PDF, tandis que les données chiffrées devront être présentées sous format Excel. L'envoi se fera par courriel, en respectant les exigences de formalisme définies par le Maître d'Ouvrage au démarrage du marché.

5.1.8.3. Déroulement des réunions

Les réunions de suivi se tiendront dans les locaux du Maître d'Ouvrage ou tout autre lieu désigné par ce dernier. Elles seront contractualisées par la rédaction d'un compte rendu.

Le Titulaire de maintenance devra déléguer, au minimum, le responsable de secteur et le responsable commercial, munis des éléments nécessaires afin de répondre précisément aux points suivants :

- Listing des appareils les plus performants,
- Listing des appareils les moins performants,
- Répartition des pannes selon leur nature et leur cause,
- Délais d'intervention pour chaque panne,
- Délais de remise en service pour chaque panne,
- Plan des travaux à engager.

5.1.8.4. Objectifs des réunions

Ces réunions auront pour but de :

- Assurer la mise en œuvre optimale des prestations, notamment durant la première année,
- Vérifier le respect des engagements définis dans l'accord-cadre,
- Favoriser un dialogue entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire concernant les éventuelles difficultés et dysfonctionnements,
- Élaborer un bilan des prestations (préventives, correctives et réglementaires) en vue de la rédaction du bilan d'activité,
- Assurer le suivi du respect des obligations réglementaires,
- Planifier les interventions à venir,
- Identifier des pistes d'amélioration en termes de qualité et d'organisation.

Lors de chaque réunion, un bilan sera dressé par le Maître d'Ouvrage et/ou son représentant à partir des données fournies par le Titulaire, ainsi que des retours des usagers et des différents services du site. Les installations présentant le plus fort taux de pannes feront l'objet d'un suivi renforcé et d'une analyse approfondie afin d'améliorer leur disponibilité et leur fiabilité.

5.1.9. Attestations annuelles de vérification de câbles et parachute

Chaque année, le Titulaire est tenu de remettre au maître d'Ouvrage, dans un délai maximal de quinze jours calendaires après leur réalisation :

- Semestriellement, les attestations de vérification de câbles de traction ;
- Annuellement, les attestations du bon fonctionnement des parachutes et de l'état des câbles des limiteurs de vitesse ;

La non-remise de ces attestations donnera lieu à l'application d'une pénalité

5.1.10. Réunion de chantier

Lors de la réalisation de travaux de maintenance conditionnelle, il pourra être organisé, à la demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, des réunions de préparation de chantier et des réunions de suivi.

Le Titulaire assistera à ces réunions et se fera représenter par une personne étant en capacité de prendre les décisions inhérentes aux travaux concernés.

5.1.11. Conformité

Pendant l'exécution de son marché, si des appareils venaient à ne plus être conformes à la législation ou à la réglementation, le Titulaire devra le signaler au Maître d'Ouvrage par écrit, en indiquant clairement les solutions proposées ou son positionnement au regard d'une suspension des prestations dans l'attente des travaux de mises en conformité et de remise en service.

5.2. Report des informations

Pour le cas où le Maître d'Ouvrage dispose d'un dispositif de surveillance d'activité, le Titulaire devra la collecte et la saisie des informations comme défini ci-après.

Le Titulaire complètera les informations demandées par le logiciel de suivi de performance du dispositif de surveillance d'activité. Ce dispositif enregistre les événements liés à l'activité de l'ascenseur (mouvements de cabine, de portes, interventions, pannes, etc.) et les transmet à un serveur en temps réel.

Le principe de mise à jour se fera en continu, soit par une saisie des informations via un accès internet sécurisé, soit par l'intermédiaire d'un dispositif équipant chaque appareil, permettant au technicien une saisie des informations à l'issue de chaque intervention (Maintenance, dépannage ou réparation).

5.3. Renseignement de la base de donnée d'intervention

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage ou son assistant disposerait d'une plateforme permettant de récupérer automatiquement l'historique des interventions, le Titulaire devra sous un mois à compter de la date de demande du Maître d'Ouvrage avoir effectué toutes les démarches demandées par le Maître d'Ouvrage ou son assistant.

Quelque soient les difficultés rencontrées par le Titulaire, la communication entre la hotline du Titulaire et la plateforme du Maître d'Ouvrage ou de son assistant devra être effective au plus tard dans les 90 jours suivant la demande du Maître d'Ouvrage.

6. VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent marché.

L'organisme responsable des opérations de vérification est désigné par le Maître d'Ouvrage.

Les opérations de vérification seront effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles porteront essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent marché.

Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 45 jours avant par écrit par l'organisme de contrôle. Cet accompagnement ne pourra faire l'objet d'une facturation additionnelle au présent marché.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ayant trait à la sécurité ou un dysfonctionnement avéré de l'installation, le Titulaire dispose de 2 heures à compter de la réception du courriel de l'organisme de contrôle pour intervenir sur site. Il en informe par écrit l'organisme de contrôle sous 24h du traitement de l'anomalie.

Le Maître d'Ouvrage entend faire respecter cette exigence de levée des réserves de façon efficace dans le cadre de ce marché. Les Titulaires sont invités à prêter une attention toute particulière à cette exigence. **En cas de non-respect de ce principe** par le Titulaire du marché, **le Maître d'Ouvrage appliquera de façon rigoureuse les pénalités prévues au CCAP.**

Organes et points de contrôle audités lors de la vérification de la bonne exécution des prestations de maintenance préventive

<p style="text-align: center;">CUVETTE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ État de propreté de la cuvette ▶ Amortisseurs cabine et contrepoids ▶ Réserve contrepoids ▶ Poulie tendeuse du limiteur de vitesse ▶ Contact électrique de poulie tendeuse <p style="text-align: center;">CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Éclairage cabine ▶ Test interphonie ▶ Test télésurveillance ▶ Organes de commande en cabine ▶ Signalisation lumineuse ▶ Sonnerie d'alarme ▶ Dispositif de réouverture de porte ▶ Indication charge maximale admissible et nombre de personnes ▶ Présence du garde-pied cabine ▶ Dessous de cabine : attache pendentif – étrier – coulisseaux - chaînes de compensation... ▶ État des poulies de mouflage ▶ Éclairage de secours cabine <p style="text-align: center;">PORTE CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Réglage de la porte-cabine ▶ Conformité de la paroi lisse de service ▶ État de l'opérateur de porte-cabine ▶ Condamnation électrique des portes-cabine ▶ État du verrouillage du bras d'opérateur ▶ Réglage des galets et contre galets (portes automatiques) ▶ État des seuils <p style="text-align: center;">GAINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ État de propreté de la gaine ▶ Éclairage de gaine ▶ Lubrification guides cabine ▶ Lubrification guides contrepoids ▶ État des coulisseaux contrepoids ▶ Dispositif de fin de course ▶ Fins de course inspection <p style="text-align: center;">LIMITEUR DE VITESSE ET PARACHUTE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ État du limiteur de vitesse ▶ Plaque signalétique du limiteur ▶ État du câble limiteur 	<p style="text-align: center;">PORTES PALIÈRES</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Réglage des galets et contre galets (portes automatiques) ▶ États des seuils ▶ Réglages des fermes portes (portes battantes) ▶ Organes de commande aux paliers ▶ Indicateurs de position, de direction ▶ Signalisations lumineuses ▶ État des serrures palières ▶ Zone de déverrouillage manuel des portes palières ▶ Dispositif de déverrouillage manuel des portes palières <p style="text-align: center;">TOIT DE CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ État de propreté du toit de cabine ▶ Fonctionnement de la manœuvre d'inspection ▶ Interrupteur d'arrêt ▶ Verrouillage mécanique et condamnation électrique de la trappe de secours ▶ Présence d'échelle d'accès à la trappe <p style="text-align: center;">SYSTÈME D'ENTRAÎNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ État du treuil ▶ État de l'armoire de manœuvre – Risques électriques ▶ Calibrage des fusibles ▶ Jeu de butée ▶ État du groupe moto réducteur ▶ Étanchéité du carter ▶ Jeu de denture ▶ État des garnitures de frein ▶ Réglage du frein ▶ État de l'ensemble hydraulique : Centrale, Pompe, Vérin, Joints, Flexible... ▶ État de la génératrice ▶ État des câbles de traction ▶ État des poulies de traction, de déflexion ▶ Treuil à tambour <p style="text-align: center;">MACHINERIE ET LOCAL POULIES</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ État de propreté du local de machinerie ▶ Tenue du carnet d'entretien ▶ Affichage de l'étude sécurité du décret 2008-1325 ▶ Présence des schémas électriques conformes à l'installation ▶ Présence de la boîte rouge ▶ Présence de la clef accès machinerie ▶ Serrure de la porte ou/et de la trappe d'accès ▶ Pancarte sur porte et trappe ▶ Éclairage du local ▶ Présence du dispositif de dépannage manuel ▶ Instructions de dépannage ▶ Tableau d'arrivée de courant ▶ Circuit d'éclairage de la cabine et de la machinerie ▶ Circuit d'alarme
--	---

6.1. Contrôles

Cette mission d'assistance ne dégage pas le contrôleur de ses propres obligations, et le Titulaire du présent marché n'a pas à endosser la charge du contrôle réglementaire. Sa mission se limite à une assistance éventuelle pour :

- L'accès aux différentes parties de l'installation,
- La réalisation des essais de sécurité obligatoires (parachutes, fins de course, mou de câble, soupape de rupture ...).

La présence d'un technicien compétent, connaissant le matériel en place est nécessaire pendant toute la durée du contrôle

L'accompagnement aux opérations de contrôles détaillées ci-après fait partie intégrante du présent marché.

6.1.1. Étude sécurité, conformément au décret 2008-1325

La réalisation des études sécurité nécessaires, à savoir l'application du décret 2008-1325 relatif aux prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés. Cette prescription est applicable dans les 30 jours suivant la prise d'effet du marché, et après chaque intervention entraînant une transformation importante des appareils, au titre de la NFP 82-230, après une intervention consécutive à une situation de danger grave ou imminent, ou à réception du rapport de contrôle technique.

Le Titulaire planifie et réalise ses études de sécurité dans les délais et conditions indiqués ci-dessus et les appose en local des machines sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité sont adressées à CHU de TOULOUSE et son éventuel AMO dans le même délai.

L'absence d'étude de sécurité en local des machines de l'appareil peut donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

Elle est à la charge du Titulaire maintenance et comprise dans le forfait de maintenance.

6.1.2. Contrôle technique quinquennal

Au titre du décret 2004-964 et de l'arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs, un contrôle technique doit être réalisé tous les 5 ans.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 30 jours calendaires avant le contrôle.

Le Titulaire devra accompagner le contrôleur technique et effectuer, à minima, les essais réglementaires ci-après :

- Essai parachute et tout dispositif contre la survitesse et la chute libre ;
- Fins de course ;
- Survitesse montée ;
- Manœuvre d'Inspection ;

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

6.1.3. Contrôle réglementaire pour les Établissements Recevant du Public (ERP)

Au titre de l'article AS 9 de la réglementation incendie dans les immeubles recevant du public, des contrôles réglementaires quinquennaux doivent avoir lieu afin de vérifier le fonctionnement des ascenseurs et ascenseurs de charge.

Ceux-ci ne se substituent pas au contrôle technique quinquennal de la loi 2003-590.

Le Titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge de ces vérifications, pour la conduite des équipements et la réalisation des essais jugés nécessaires par le contrôleur technique.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 30 jours calendaires avant le contrôle.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

6.1.4. Contrôle réglementaire pour les Immeubles de Grandes Hauteur (IGH)

Au titre de l'arrêté du 30 Décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur, des contrôles réglementaires doivent avoir lieu afin de vérifier le fonctionnement des ascenseurs et ascenseurs de charge.

Le Titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge de ces vérifications, pour la conduite des équipements et la réalisation des essais jugés nécessaires par le contrôleur technique.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 45 jours calendaires avant le contrôle.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

6.1.5. Contrôle réglementaire pour les immeubles recevant des travailleurs (ERT)

Au titre de l'article R 4323-23 du code du travail et dans le cadre de l'arrêté du 29 Décembre 2010, le Titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge des Vérifications Générales Périodiques.

Il assurera la conduite des équipements et la réalisation des essais de fonctionnement nécessaires à la bonne réalisation de ces vérifications et à minima :

- Essai parachute et de tout dispositif contre la survitesse et la chute libre (excepté s'il existe des documents établissant que, dans le cadre d'un marché d'entretien, le Titulaire s'est assuré de cette efficacité)
- Essai des serrures
- Fins de course
- Survitesse montée
- Des dispositifs assurant la protection des personnes

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 30 jours calendaires avant le contrôle.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

6.1.6. Commission de sécurité

Le Titulaire devra s'assurer que tous les éléments, qu'ils soient documentaires, réglementaires ou techniques, liés à l'équipement soient à jour ou réalisés, pour permettre à la commission de sécurité d'émettre un procès-verbal vierge de toutes observations majeures pouvant générer un refus d'exploitation du site concerné.

Le Maître d'Ouvrage fournira les dates prévisionnelles du passage de la commission, charge au Titulaire de s'organiser en conséquence.

6.1.7. Visites d'audit technique

Le Titulaire du présent marché assistera également le(s) organisme(s) de contrôle responsable(s) et/ou assistant au Maître d'Ouvrage des opérations de vérification.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 30 jours calendaires avant le contrôle.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

6.1.8. Contrôle maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie et Mission de Coordination S.S.I.

Le Titulaire du présent marché assistera également le(s) organisme(s) de contrôle responsable(s) des opérations de vérification pour s'assurer du bon fonctionnement des Systèmes de Sécurité Incendie, couplés aux installations.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

6.1.9. Assistance repérage amiante

L'assistance aux visites d'investigation menées pour les différents repérages amiante limités aux seules installations du présent marché (ex : Repérage Amiante Avant Travaux, DTA, etc.) (La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 20 jours avant le contrôle). Cette assistance se limitera à donner un accès sécurisé, pendant toute la durée du contrôle, aux diagnostiqueurs sur les zones de l'ascenseur concernées par les investigations. Cette assistance sera limitée à une fois par période de marché et par ascenseur.

6.1.10. Traitement des observations issues des contrôles

Le Titulaire procède, le cas échéant, à la levée immédiate des observations formulées par l'organisme agréé dès lors qu'il s'agit de petites interventions réalisables rapidement sans perturber le déroulement de la vérification.

Il réalise ensuite toute intervention permettant la levée des observations au titre des prestations comprises dans son marché, en respectant les délais prévus au présent CCAP.

Si nécessaire, le Titulaire adresse un devis au Maître d'Ouvrage pour remédier aux observations faites par l'organisme agréé et n'entrant pas dans le cadre du forfait.

Si un de ces contrôles révèle une anomalie de maintenance afférente à la sécurité des usagers ou des intervenants, le Titulaire procède à la levée immédiate de l'observation formulée s'agissant d'une intervention réalisable rapidement et/ou dispose de **24 h** pour effectuer le traitement et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le Maître d'Ouvrage.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance concernant un des organes ou points de contrôles, le Titulaire dispose de **90 jours calendaires** à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le Maître d'Ouvrage.

Passé ce délai, il sera appliqué par réserve non levée, les pénalités prévues au CCAP

7. ASCENSEURS & ASCENSEURS DE CHARGES

7.1. Définition des objectifs de résultat

Le Titulaire est responsable de l'atteinte des objectifs de résultat en termes de nombre d'heures d'arrêt et de nombre de pannes.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre :

- Une organisation et des méthodes compatibles avec les conditions d'exploitation des équipements
- Des moyens notamment pour ce qui concerne la disponibilité des pièces détachées
- Des moyens humains nécessaires et suffisants à l'exécution du marché et possédant une qualification et une expérience professionnelle adaptées aux prestations à réaliser.

Les objectifs de résultat sont différenciés en 2 catégories.

- Le nombre d'heures d'arrêt durant les périodes d'ouverture des sites
- Le taux de pannes

Ils seront analysés à partir des données communiquées, à minima mensuellement, par le Titulaire à l'aide de sa propre plateforme informatique ou éventuellement au travers de celle de l'assistant au Maître d'Ouvrage.

Les nombres de pannes et d'heures d'arrêt seront analysés sur une période de 12 mois.

7.1.1. Nombre de pannes

Dans le cadre de la définition des objectifs de résultat, une "panne" s'entend quand un appareil est indisponible et qui ne se déplace pas.

Seules les défaillances d'origine technique seront prises en compte pour le calcul du nombre de pannes.

Toutefois le taux d'appels prenant en compte l'ensemble des dysfonctionnements et tous les types de pannes, sera suivi avec attention.

Résultats à obtenir : maximum 5 pannes par appareil et par an

Au-delà, il sera appliqué, par panne supplémentaire, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (CCAP).

7.1.2. Nombre d'heures d'arrêt

Les arrêts sont classés en 4 catégories de causes qui seront analysées séparément :

- Technique
- Usage anormal
- Malveillance
- Causes extérieures

Le calcul intégrera l'ensemble des arrêts, sans tenir compte de leur origine. Par contre, il ne comptabilisera pas les éventuelles heures de fermeture des sites.

Résultats à obtenir : taux de disponibilité supérieur ou égal à 98 %.

Au-delà, il sera appliqué, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (Cf. CCAP)

La disponibilité pour l'exercice « n » est mesurée sur une période de douze mois entre le 1er janvier de l'exercice « n » et le 31 décembre de l'exercice « n ».

Le rapport d'activité annuel fournit le détail nécessaire à sa vérification.

Le taux est calculé en déduisant les indisponibilités « prises en compte » (exprimées en minutes) d'une disponibilité théorique de 100% (une année de 365 jours exprimée en minutes) à partir des données recueillies par la télésurveillance ou par le centre de surveillance du Titulaire.

Taux de disponibilité (exprimé en %) =

$100 - [(Somme des périodes d'indisponibilité en minutes / Année en minutes) * 100]$

7.1.3. Périodes d'indisponibilité prises en compte

Toutes les périodes (périodes de week-end comprises) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers sont prises en comptes : Pannes de courte ou de longue durée, usager bloqué, mise à l'arrêt.

Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance ou le service d'intervention notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la mise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

7.1.4. Périodes d'indisponibilité non prises en compte

Ne sont pas prises en compte :

- Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par le Titulaire par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, à CHU de TOULOUSE ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les durées découlant d'une coupure de communication de l'opérateur de téléphonie ayant nécessité la mise à l'arrêt de l'installation ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par CHU de TOULOUSE et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par CHU de TOULOUSE.
- Les visites de maintenance préventive, de contrôles et de vérifications périodiques.

Il appartient au Titulaire de signaler en temps et en heure, au représentant du CHU de TOULOUSE en charge du suivi de la bonne exécution du marché (ou l'Assistant au Maître d'Ouvrage)) et au plus tard avant le calcul définitif du taux de disponibilité atteint sur l'exercice considéré, l'ensemble des périodes considérées par lui comme périodes d'indisponibilités non prises en compte.

7.1.5. Remise en service

Pour les opérations de maintenance préventive ou les opérations de maintenance corrective visées au présent CCTP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat :

- À l'issue d'une intervention de maintenance préventive, l'appareil objet du présent marché doit être en parfait état de fonctionnement et conforme à sa destination et à sa performance ;
- Toute anomalie ou dysfonctionnement décelé au cours d'une telle opération doit faire l'objet de mesures correctives appropriées immédiates :
 - S'il s'agit de simples réglages, l'installation doit être remise à disposition du Maître d'Ouvrage en parfait état de fonctionnement et de conformité à sa destination et à sa performance ;
 - S'il s'agit de dépannages, l'appareil doit être remis à disposition du Maître d'Ouvrage en état de service éventuellement dégradé, mais à un niveau de performance permettant le maintien en fonctionnement de l'installation en toute sécurité.

Les manquements du Titulaire à ses obligations font l'objet de pénalités (Cf. CCAP).

7.2. Maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut :

- La maintenance préventive systématique,
- La maintenance corrective forfaitaire,
- Les contrôles réglementaires,

Pour chacune de ces opérations, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention. Il devra notamment assurer la mise en œuvre d'une affiche sur l'ensemble des portes palière, afin de signaler sa présence, informant ainsi les utilisateurs de la durée prévisionnelle d'indisponibilité de l'appareil et de remise en service.

Il devra enfin systématiquement informer :

- Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement du CHU de TOULOUSE.
- Lors de chaque intervention préventive, le technicien devra systématiquement prévenir de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de son intervention sous forme « d'alerte courriel » le Maître d'Ouvrage et l'AMO.
- La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du Maître d'Ouvrage.

7.2.1. Maintenance préventive systématique forfaitaire

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés entre 8h00 et 18h00, sauf dispositions contraires précisées pour un site, étant précisé que ces horaires sont susceptibles d'évoluer à la demande du Maître d'Ouvrage.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par le décret 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié et l'arrêté s'y rattachant.

Les vérifications liées à la maintenance préventive à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Lors de chaque intervention préventive, le technicien prendra contact avec le responsable du site.

La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du Maître d'Ouvrage.

Périodicité des visites de maintenance des appareils

- Ascenseurs et Ascenseurs de Charges : Toutes les 6 semaines soit 9 visites/an.

7.2.2. Vérifications périodiques de maintenance (toutes les 6 semaines)

L'écart entre deux visites successives **ne pourra être supérieur à 42 jours**, sachant qu'une intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique. Les visites successives réalisées **à moins de 20 jours d'intervalle** ne seront pas prises en compte.

- Vérification de la présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'appareil
- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Vérification du déplacement de la cabine dans ses limites de course en service normal (contrôle des bruits, vibrations, chocs...)
- Essai des dispositifs de secours téléalarme - téléphone - télésurveillance
- Vérification de la précision d'arrêt à chaque niveau et du système de freinage
- Contrôle des portes palières à chaque niveau : vérification des verrouillages et contact de fermeture, dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme si existant.
- Vérification de l'éclairage cabine, y compris l'éclairage de secours
- Contrôle de la signalisation palière et cabine
- Vérification du confort de déplacement de la cabine (coulissement, jeu de déplacement, bruit, etc.)
- Vérification des contacts électriques de la porte de cabine
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de réouverture de porte
- Vérification des dispositifs de barrages immatériels si existants en cas d'absence de porte de cabine
- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique et faire l'appoint d'huile
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe sur les appareils de type hydraulique et Analyse et suppression des bruits de fonctionnement
- Essai des dispositifs de coupure du tableau d'alimentation.
- Présence du dispositif de consignation du tableau d'alimentation
- Présence des différentes pancartes signalétiques

7.2.3. Vérifications Semestrielles :

Au moins une visite de « vérification semestrielle » sera réalisée pour chaque semestre de l'année civile. L'écart entre deux visites successives **ne pourra être inférieur à 5 mois ou supérieur à 6 mois**.

- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et de la machinerie
- Contrôle de(s) opérateur(s) et de(s) porte(s) de cabine : courroie, patins, articulations et suppression des bruits de fonctionnement
- Contrôle du frein machine : garnitures, points durs, vérification de la distance de freinage sur coupure de courant en grande vitesse,
- Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage de gaine et de l'éclairage secours machinerie

- Vérification et lubrification des poulies de fraction, de déflexion, de renvoi et de mouflage
- Vérification du vérin, du système antidérive et du bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Contrôle des câbles ou courroies de traction adhérence, état, allongement, égalisation, fixation des attaches cabine et contrepoids.
- Vérification du limiteur de vitesse, de son câble et de la poulie tendeuse,
- Vérification des chaînes ou câbles de compensation,
- Vérification de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute,
- Vérification de la fixation de la tête de cabine et réglage
- Vérification du détecteur de patinage ou temps de course, du relais de phase et du thermique moteur ou de la sonde de température de fonctionnement,
- Vérification et essais des fins de course cabine haut et bas
- Vérification des amortisseurs

7.2.4. Vérifications Annuelles :

Chaque année civile, une « vérification annuelle » devra être réalisée. L'écart entre deux visites successives ne pourra être **inférieur à 10 mois ou supérieur à 12 mois**.

- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids, état et propreté,
- Vérification des amortisseurs,
- Vérification de l'état et de la propreté de l'éclairage cabine
- Vérification du limiteur de vitesse, de son câble et de la poulie tendeuse
- Vérification et essai de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute, et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée
- Vérification et essai du limiteur de pression pour les appareils hydrauliques
- Vérification et essai de la vanne parachute ou du régulateur de débit
- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et des locaux de machinerie, y compris le local des poulies
- Nettoyage, vérification, remplacement et réglage de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières: galets, contre galets, poulies de renvoi et cablètes
- Nettoyage, vérification, remplacement et réglage du système de suspension de la porte de cabine: galets, contre galets, poulies de renvoi. cablètes et sabre ou pince de déverrouillage
- Vérification du dispositif de surcharge
- Vérification du serrage des connexions de l'armoire de manœuvre et des différents raccordements. Tous les éléments constitutifs de l'armoire de manœuvre doivent être fixés,
- Vérification du réducteur : jeu vis l couronne, butée et vidange si nécessaire incluant la fourniture de l'huile,
- Vérification générale du groupe de traction
- Vérification des fixations de la machine de traction, lorsque celle-ci est en gaine,
- Vérification du dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage (marquage des câbles ou dispositif équivalent)
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine et contrepoids et du système de fixation des fils guide contrepoids
- Essai de fonctionnement de la commande pompier

Le Titulaire de maintenance proposera dans les 30 jours suivants la signature du marché, un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées.

Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le Titulaire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci-avant.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité (la boîte d'inspection sera vérifiée lors de chaque intervention sur le toit de cabine et le bouton d'arrêt cuvette lors de chaque intervention en bas de gaine)
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan sera annexé au marché de maintenance.

7.3. Maintenance Corrective

7.3.1. Généralités

L'entretien comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Elles peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant à qualité et caractéristiques techniques équivalentes.

Le remplacement ou la réparation de ces pièces incombe à l'entreprise Titulaire du marché de maintenance lorsque dans des conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Les conditions anormales d'utilisation de l'installation devront être démontrées par le Titulaire et validées par le Maître d'Ouvrage.

7.3.2. Listes des pièces de rechange

Les pièces énumérées ci-après sont, pour la suite du marché, désignées sous l'appellation « pièces standard ». Leur remplacement ou réparation à l'identique est à la charge du Titulaire quel que soit leur date d'installation ou leur durée de vie déclarée par le fabricant et sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

- En Cabine
 - Boutons d'envoi ou de commande et leur signalisation lumineuse et sonore
 - Paumelles de portes
 - Contacts de portes
 - Coulisseaux de cabine (y compris garnitures)
 - Galets de suspension et contact de porte
 - Patins de guidage des portes
 - Boutons avec leurs signalisations et haut-parleur de l'interface d'appel de secours
 - Dispositifs mécaniques de réouverture de porte
 - Ampoules d'éclairage
 - Ampoules, batteries, piles et accumulateurs d'éclairages de secours
 - Câblage électrique ou électronique
 - Opérateur de porte (boîtier de commande, ...)
 - Dispositif de commande de manœuvre d'inspection
 - Tout dispositif de réouverture sans choc, cellules photoélectriques
 - Parachutes
 - Rollers
 - Dispositif de demande de secours et son système de batterie
 - Signalisation de position et de direction
 - Garde-pieds mobiles
 - Dispositifs antidérive appareil hydraulique
- Aux paliers
 - Ferme porte automatique de porte battante
 - Serrures
 - Contacts de portes
 - Paumelles de portes
 - Galets et suspension de portes palières (cablette, poulie de renvoi, etc.)
 - Patins de guidage des portes
 - Boutons d'appel y compris voyants lumineux
 - Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières
 - Signalisation de position et de direction
 - Dispositif de manœuvre pompiers
 - Dispositif de déverrouillage des portes palières
 - Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières
- En Machinerie
 - Balais du moteur
 - Relais et contacteurs
 - Batteries, piles et accumulateurs d'éclairage de secours
 - Groupe de traction et générateur

- Sur le moteur : roulements, paliers, bobinages, rotor, stator
- Sur le treuil : arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets
- Sur le frein : mâchoires, bobines, garnitures
- Outil de consignation des tableaux d'alimentation
- Centrale hydraulique
- Distributeur et son système de commande
- Électrovanne, pompe et joints, filtres
- Appoint d'huile
- En gaine
 - Coulisseaux de contrepoids
 - Ampoules d'éclairage, batteries, piles et accumulateurs d'éclairage de secours
 - Câbles ou chaînes ou courroies de traction, de limiteur de vitesse, de compensation & de sélecteur d'étages
 - Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course
 - Câbles souples, pendentifs
 - Poulies de renvoi
 - Amortisseurs
 - Sur vérin: joints d'étanchéité et soupape de rupture
- Divers
 - Tous fusibles
 - Onduleur
 - Poulies de traction + déflexion + renvoi, poulies de tension
 - Contrôleur de manœuvre
 - Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes & mobiles, transformateurs
 - Contacts fixes et mobiles
 - Organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages
 - Cartes et composants électroniques (temporisation, interface bus, etc....)
 - Dispositifs de protection contre les surintensités et les surchauffes
 - Dispositifs de protection contre les contacts électriques indirects
 - Régulateur/limiteur de vitesse
 - Dispositif de protection contre la vitesse excessive en montée
 - Câblage électrique lié à l'ascenseur
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.

7.4. Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait

En sus des prestations prévues au paragraphe précédent, les prestations suivantes sont également intégrées au marché :

- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à défaut similaire, de l'ensemble des pièces constitutives de l'ascenseur, en cas de défaillance, pendant à minima les 20 premières années suivant leur installation ou leur remplacement sauf exclusions prévues au paragraphe 7.4;
- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à défaut similaire, des groupes de traction, poulies et parachutes, ensemble limiteur de vitesse, pendant à minima les 30 premières années suivant leur installation ou leur remplacement ;
- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes de compensation, de limiteur de vitesse, de suspension et de sélecteur d'étage ;
- Remplacement des câbles de traction, courroies et autres éléments de suspension / traction quelle que soit leur ancienneté et quelle qu'en soit la cause (y compris la corrosion) ;
- Dans le cas d'ascenseur hydraulique, remplacement à l'identique des joints de la centrale, des joints du vérin et du flexible hydraulique entre le vérin et la centrale ; la vidange et le fluide restant à la charge du client sur devis préalable ;

- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique ;
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.

Il est précisé que l'ensemble des prestations listées au présent article sont dues quelques que soient les durées de vie des composants et les critères de remplacement (par exemple basés sur un nombre de cycles) déclarés par les constructeurs et ou fabricants. Le Titulaire ne pourra s'appuyer sur une durée de vie inférieure et/ou un nombre de cycles incompatible avec les échéances précisées pour justifier une non prise en charge au titre du présent marché.

7.4.1. Téléalarme

Le Titulaire devra avoir reprogrammé l'ensemble des téléalarmes ou télésurveillances existantes dans un délai de 30 jours à compter de la date de prise d'effet du marché.

Le Titulaire devra réaliser les démarches nécessaires auprès de l'ancien Titulaire pour assurer le fonctionnement du dispositif de secours pendant cette période transitoire et prendra les dispositions pour assurer le transfert des appels d'urgence vers sa centrale d'appels afin d'assurer la continuité du service et le fonctionnement des ascenseurs.

- **Installation ou remplacement dispositif de demande de secours :**

Dans le cas de remplacement ou d'installation d'une nouvelle téléalarme, le Titulaire précisera les caractéristiques du matériel proposé qui devra être conforme à la norme NF EN 81-28 en vigueur. Ce dispositif devra utiliser un protocole non propriétaire connu de tous les ascensoristes permettant, lors d'un changement de Titulaire, de conserver le système dans son intégralité sans aucune modification. Il devra être exploitable par n'importe quel Titulaire de maintenance, sans ajout de matériel, sans modification particulière ou manipulation avec un système de codage ou un logiciel spécifique. Il devra également conserver la conformité à la NF EN 81-70 (gestion des pictogrammes).

Pour les appareils équipés de la manœuvre « pompiers », la téléalarme devra permettre également la liaison phonique avec la machinerie et l'interphone de la manœuvre pompiers placé au niveau d'accès des secours.

Tout remplacement ou installation d'une nouvelle téléalarme imposera la mise en place d'un kit GSM (*technologie 4G ou supérieure*) ainsi que la gestion, la prise en charge de la carte SIM et de l'abonnement GSM. Le coût est forfaitaire et intégré au présent marché. En cas d'ajout d'une passerelle GSM sur une installation précédemment non équipée, la plus-value « Gestion GSM » fera l'objet d'un avenant d'un montant fixé aux conditions particulières.

- **Abonnements et consommations téléphoniques :**

Le Titulaire devra inclure dans son offre de maintenance telle que définie dans le marché, le coût de l'ensemble des abonnements et frais téléphoniques liés au fonctionnement des dispositifs de téléalarme, ainsi que les consommations correspondantes, pendant toute la durée du marché (passerelle GSM, carte SIM, abonnement multi opérateurs ...).

Dans le cadre d'un abonnement pour une ligne analogique, souscrit par le Maître d'Ouvrage, tous les frais liés à des communications sur des numéros surtaxés seront à la charge du Titulaire. Ils feront l'objet d'avoir sur la facturation maintenance ou pourront être directement défacturés de chaque règlement lié au marché de maintenance.

IMPORTANT :

Il appartient au Titulaire de prendre en amont toutes les dispositions pour garantir la bonne qualité des communications, en toute situation, et de souscrire le cas échéant plusieurs abonnements avec différents opérateurs si la qualité des réseaux l'impose.

En cas de présence de système GSM, les cartes SIM du Titulaire sortant devront lui être restituées dans un délai de 30 jours à compter de la date de départ du marché.

Le fonctionnement du dispositif de téléalarme devra être vérifié lors de chaque visite de maintenance et l'essai sera réalisé **courant coupé** sur l'installation afin de vérifier l'état des alimentations de secours.

7.5. Prestations non incluses au forfait

Les prestations ci-après, sauf contre-indications spécifiques et particulières, ne sont pas incluses au marché, ce qui signifie que toute prestation non expressément listée par ailleurs ou ci-après est considérée incluse :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme avéré (et non provoqué par réaction à des défauts de maintenance comme par exemple un défaut de réglage d'ouverture de porte) ou par accident indépendant

de l'action du Titulaire de maintenance. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.

- Le remplacement des pièces dégradées par la corrosion liée à une exposition prolongée en ambiance spécifique. Une inondation de fond de fosse d'une durée inférieure à 1 semaine n'est pas considérée, au titre du présent paragraphe, comme un phénomène entraînant une exposition à une ambiance spécifique et ne peut justifier, dans ce cas, la non prise en charge des câbles, courroies et autres éléments de suspension / traction au titre des prestations de maintenance à clauses étendues suivant le paragraphe 7.3.3.
- Remplacement quelle que soit la cause des pièces suivantes :
 - Habillage cabine : sol, parois, miroir, main courante, faux plafond ;
 - Pièces constituant la structure de la cabine : arcade, plancher ;
 - Vantaux de portes cabine et palières (sauf si dégradation liée à un défaut de maintenance sur le guidage des éléments) ;
 - Poignées et Oculus de portes palières et cabine ;
 - Canalisations électriques fixes ;
 - Liaisons machinerie vers poste gardien ou sécurité ;
 - Guides et attaches de guides ;
 - Fils guides (en cas de corrosion uniquement).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur ;
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine ;
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Le Titulaire indiquera dans le bordereau de prix unitaire (BPU), le taux horaire et le coefficient sur déboursé applicable en cas de travaux de réparation non compris dans le marché de maintenance.

Tous les devis pour les travaux hors marché devront faire apparaître clairement le coût unitaire du matériel (avec facture pro forma du fournisseur), le nombre d'heures et éventuellement le nombre d'intervenants, le coût de la main-d'œuvre, les délais d'approvisionnement et de remise en service ainsi que la typologie des travaux.

Toutes propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour ne pourra excéder 1 jour.

8. ÉLÉVATEURS DE PERSONNES & APPAREILS DE LEVAGE

8.1. Définition des objectifs de résultat

Le Titulaire est responsable de l'atteinte des objectifs de résultat en termes de nombre d'heures d'arrêt et de nombre de pannes.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre :

- Une organisation et des méthodes compatibles avec les conditions d'exploitation des équipements
- Des moyens notamment pour ce qui concerne la disponibilité des pièces détachées
- Des moyens humains nécessaires et suffisants à l'exécution du marché et possédant une qualification et une expérience professionnelle adaptées aux prestations à réaliser.

Les objectifs de résultat sont différenciés en 2 catégories.

- Le nombre d'heures d'arrêt durant les périodes d'ouverture des sites
- Le taux de pannes

Ils seront analysés à partir des données communiquées, à minima mensuellement, par le Titulaire à l'aide de sa propre plateforme informatique ou éventuellement au travers de celle de l'assistant au Maître d'Ouvrage.

Les nombres de pannes et d'heures d'arrêt seront analysés sur une période de 12 mois.

8.1.1. Nombre de pannes

Dans le cadre de la définition des objectifs de performance, une "panne" s'entend quand un appareil est indisponible et qui ne se déplace pas.

Seules les défaillances d'origine technique seront prises en compte pour le calcul du nombre de pannes.

Toutefois le taux d'appels prenant en compte l'ensemble des dysfonctionnements et tous les types de pannes, sera suivi avec attention.

Résultats à obtenir : maximum 5 pannes par appareil et par an

Au-delà, il sera appliqué, par panne supplémentaire, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (CCAP).

8.1.2. Nombre d'heures d'arrêt

Les arrêts sont classés en 4 catégories de causes qui seront analysées séparément :

- Technique
- Usage anormal
- Malveillance
- Causes extérieures

Le calcul intégrera l'ensemble des arrêts, sans tenir compte de leur origine. Par contre, il ne comptabilisera pas les éventuelles heures de fermeture des sites.

Résultats à obtenir : taux de disponibilité supérieur ou égal à 98 %.

Au-delà, il sera appliqué, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (Cf. CCAP)

La disponibilité pour l'exercice « n » est mesurée sur une période de douze mois entre le 1er janvier de l'exercice « n » et le 31 décembre de l'exercice « n ».

Le rapport d'activité annuel fournit le détail nécessaire à sa vérification.

Le taux est calculé en déduisant les indisponibilités « prises en compte » (exprimées en minutes) d'une disponibilité théorique de 100% (une année de 365 jours exprimée en minutes) à partir des données recueillies par la télésurveillance ou par le centre de surveillance du Titulaire.

Taux de disponibilité (exprimé en %) =

$100 - [(Somme des périodes d'indisponibilité en minutes / Année en minutes) * 100]$

8.1.3. Périodes d'indisponibilités prises en compte

Toutes les périodes (périodes de week-end comprises) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers sont prises en compte : Pannes de courte ou de longue durée, usager bloqué, mise à l'arrêt.

Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance ou le service d'intervention notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la mise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

8.1.4. Périodes d'indisponibilités non prises en compte

Ne sont pas prises en compte :

- Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par le Titulaire par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, à CHU de TOULOUSE ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les durées découlant d'une coupure de communication de l'opérateur de téléphonie ayant nécessité la mise à l'arrêt de l'installation ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par CHU de TOULOUSE et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par CHU de TOULOUSE.
- Les visites de maintenance préventive, de contrôles et de vérifications périodiques.

Il appartient au Titulaire de signaler en temps et en heure, au représentant du CHU de TOULOUSE en charge du suivi de la bonne exécution du marché (ou l'Assistant au Maître d'Ouvrage) et au plus tard avant le calcul définitif du taux de disponibilité atteint sur l'exercice considéré, l'ensemble des périodes considérées par lui comme périodes d'indisponibilités non prises en compte.

8.1.5. Remise en service

Pour les opérations de maintenance préventive ou les opérations de maintenance corrective visées au présent CCTP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat :

- À l'issue d'une intervention de maintenance préventive, l'appareil objet du présent marché doit être en parfait état de fonctionnement et conforme à sa destination et à sa performance ;
- Toute anomalie ou dysfonctionnement décelé au cours d'une telle opération doit faire l'objet de mesures correctives appropriées immédiates :
 - S'il s'agit de simples réglages, l'installation doit être remise à disposition du Maître d'Ouvrage en parfait état de fonctionnement et de conformité à sa destination et à sa performance ;
 - S'il s'agit de dépannages, l'appareil doit être remis à disposition du Maître d'Ouvrage en état de service éventuellement dégradé, mais à un niveau de performance permettant le maintien en fonctionnement de l'installation en cause.

Les manquements du Titulaire à ses obligations font l'objet de pénalités (CCAP).

8.2. Maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut :

- La maintenance préventive systématique,
- La maintenance corrective forfaitaire,
- Les contrôles réglementaires,

Pour chacune de ces opérations, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention. Il devra notamment assurer la mise en œuvre d'une affiche sur l'ensemble des portes palière, afin de signaler sa présence, informant ainsi les utilisateurs de la durée prévisionnelle d'indisponibilité de l'appareil et de remise en service.

Il devra enfin systématiquement informer :

- Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement du CHU de TOULOUSE.

- Lors de chaque intervention préventive, le technicien devra systématiquement prévenir de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de son intervention sous forme « d'alerte courriel » le Maître d'Ouvrage et l'AMO.
- La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du Maître d'Ouvrage.

8.2.1. Maintenance préventive systématique forfaitaire

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés entre 8h00 et 18h00, sauf dispositions contraires précisées, étant précisé que ces horaires sont susceptibles d'évoluer à la demande du Maître d'Ouvrage.

Les vérifications liées à la maintenance préventive à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Lors de chaque intervention préventive, le technicien prendra contact avec le responsable du site.

La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du Maître d'Ouvrage.

Périodicité des visites de maintenance

- Élévateur de personnes : Semestrielle soit 2 visites/an
- Appareils de levage (table élévatrice) : Semestrielle soit 2 visites/an

8.2.2. Vérifications semestrielles

L'écart entre deux visites successives **ne pourra être supérieur à 6 mois**, sachant qu'une intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique.

- Vérification de la présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'appareil
- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Essai des dispositifs de secours : Téléalarme - télésurveillance
- Vérification de la précision d'arrêt à chaque niveau
- Contrôle des portes palières à chaque niveau : vérification des verrouillages et contact de fermeture,
- Contrôle de l'opérateur de porte : courroie, patins, articulations, bruits de fonctionnement
- Vérification de l'éclairage cabine y compris l'éclairage de secours
- Contrôle de la signalisation palière et cabine
- Vérification du confort de déplacement de la cabine
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de réouverture de porte
- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe sur les appareils de type hydraulique
- Analyse et suppression des bruits de fonctionnement
- Essai des dispositifs de coupure du tableau d'alimentation
- Vérification du vérin, du système antidérive et du bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Contrôle des câbles de traction ou chaînes
- Vérification et essais des fins de course cabine haut et bas
- Vérification des coulisseaux cabine
- Vérification, nettoyage de la cuvette, de la machinerie
- Vérification du serrage des connexions de l'armoire de manœuvre et des différents raccordements. Tous les éléments constitutifs de l'armoire de manœuvre doivent être fixés,
- Vérification du réducteur : jeu vis / couronne, butée et vidange si nécessaire incluant la fourniture de l'huile.
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine
- Vérification et graissage des articulations ou rotule de vérin sous plateforme

Le Titulaire de maintenance proposera dans les 2 mois suivants la signature du marché, un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées. Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le Titulaire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci-avant.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan sera annexé au marché de maintenance.

8.3. Maintenance Corrective

Les pièces énumérées ci-avant sont, pour la suite du marché, désignées sous l'appellation « **pièces standard** ».

Pour les élévateurs de personnes ou équipements assimilés, les pièces énumérées ci-après sont, pour la suite du marché, désignées sous l'appellation « **pièces standard** ». Leur remplacement ou réparation à l'identique est à la charge du Titulaire quel que soit leur date d'installation ou leur durée de vie déclarée par le fabricant et sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

- En Cabine
 - Boutons de commande, signalisations lumineuses et sonores
 - Coulisseaux de cabine, supports et garnitures
 - Rollers plateforme
 - Ampoules d'éclairage cabine, ainsi que l'éclairage de secours (batterie, piles et accumulateurs ou BAES complet)
 - Interface usager d'appel de secours (boutons, signalisations, haut-parleur)
 - Dispositif mécanique de réouverture de porte
 - Dispositif de téléalarme et d'interphonie cabine
- Aux paliers
 - Boutons d'appel
 - Contacts de porte
 - Serrures
 - Dispositif de déverrouillage des portes palières
 - Contrepoids ou ressorts de fermeture des portes palières
 - Patins de guidage des portes
 - Coulisseaux, galets, cablette de portes palières
- En Machinerie et en Gaine
 - Relais et contacteurs
 - Fusibles
 - Dispositif de freinage du groupe de traction (garniture et mâchoires de frein)
 - Ampoules éclairage gaine et machinerie, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs ou BAES complet)
 - Dispositif de téléalarme, télésurveillance ou superviseur (bloc autonome d'alimentation inclus)
 - Les raccordements électriques en gaine
 - Pancartes de signalisation : Manœuvre de secours, accès restrictif à la machinerie ou aux locaux de poulies si existants,
 - Outils de consignations des tableaux d'alimentation

8.4. Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait

En sus des prestations ci-dessus, les prestations suivantes seront intégrées au Marché :

- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes,
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil relevé lors des contrôles réglementaires.

- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.
- Les travaux importants nécessitant un arrêt prolongé de l'appareil seront exécutés à une date convenue entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage.

Il est précisé que l'ensemble des prestations listées au présent article sont dues quelques que soient les durées de vie des composants et les critères de remplacement (par exemple basés sur un nombre de cycles) déclarés par les constructeurs et ou fabricants. Le Titulaire ne pourra s'appuyer sur une durée de vie inférieure et/ou un nombre de cycles incompatible avec les échéances précisées pour justifier une non prise en charge au titre du présent marché.

8.5. Prestations non incluses au forfait

Les prestations ci-après, sauf contre-indications spécifiques et particulières, ne sont pas incluses au marché, ce qui signifie que toute prestation non expressément listée par ailleurs ou ci-après est considérée incluse :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme avéré (et non provoqué par réaction à des défauts de maintenance comme par exemple un défaut de réglage d'ouverture de porte) ou par accident indépendant de l'action du Titulaire de maintenance. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- Le remplacement des pièces dégradées par la corrosion liée à une exposition prolongée en ambiance spécifique. Une inondation de fond de fosse d'une durée inférieure à 1 semaine n'est pas considérée, au titre du présent paragraphe, comme un phénomène entraînant une exposition à une ambiance spécifique et ne peut justifier, dans ce cas, la non prise en charge des câbles, courroies et autres éléments de suspension / traction au titre des prestations de maintenance à clauses étendues suivant le paragraphe 7.3.3. Le Titulaire devra en apporter la preuve lors de sa proposition de travaux relative à la dégradation.
- Le remplacement quelle que soit la cause des pièces suivantes :
 - Habillage cabine ou plateforme : sol, parois,
 - Pièces constituant la structure de la cabine ou plateforme : arcade, plancher
 - Vantaux de portes palières manuelles ou automatiques
 - Poignées et Oculus de portes palières
 - Canalisations électriques fixes
 - Liaisons machinerie vers poste de sécurité ou responsable technique
 - Guides et attaches de guides
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'équipement.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte palières et le nettoyage des parties vitrées gainé.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Le Titulaire indiquera dans le bordereau de prix unitaire (BPU), le taux horaire et le coefficient sur déboursé applicable en cas de travaux de réparation non compris dans le marché de maintenance.

Tous les devis pour les travaux hors marché devront faire apparaître clairement le coût unitaire du matériel (avec facture pro forma du fournisseur), le nombre d'heures et éventuellement le nombre d'intervenants, le coût de la main-d'œuvre, les délais d'approvisionnement et de remise en service ainsi que la typologie des travaux.

Toutes propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour ne pourra excéder 1 jour.

9. MONTE-CHARGES ACCESSIBLES & INACCESSIBLES

9.1. Définition des objectifs de résultat

Le Titulaire est responsable de l'atteinte des objectifs de performance en termes de nombre d'heures d'arrêt et de nombre de pannes.

Pour ce faire le Titulaire s'engage à mettre en œuvre :

- Une organisation et des méthodes compatibles avec les conditions d'exploitation des équipements
- Des moyens notamment pour ce qui concerne la disponibilité des pièces détachées
- Des moyens humains nécessaires et suffisants à l'exécution du marché et possédant une qualification et une expérience professionnelle adaptées aux prestations à réaliser.

Les objectifs de performance sont différenciés en 2 catégories.

- Le nombre d'heures d'arrêt durant les périodes d'ouverture des sites
- Le taux de pannes

Ils seront analysés à partir des données communiquées, à minima mensuellement, par le Titulaire à l'aide de sa propre plateforme informatique ou au travers de celle de l'assistant au Maître d'Ouvrage.

Les nombres de pannes et d'heures d'arrêt seront analysés sur une période de 12 mois.

9.1.1. Nombre de pannes

Dans le cadre de la définition des objectifs de performance, une "panne" s'entend quand un appareil est indisponible et qui ne se déplace pas.

Seules les défaillances d'origine technique seront prises en compte pour le calcul du nombre de pannes.

Toutefois le taux d'appels prenant en compte l'ensemble des dysfonctionnements et tous les types de pannes, sera suivi avec attention.

Résultats à obtenir : maximum 5 pannes par appareil et par an

Au-delà, il sera appliqué, par panne supplémentaire, une pénalité dont le montant est fixé par typologie d'appareil (CCAP).

9.1.2. Nombre d'heures d'arrêt

Les arrêts sont classés en 4 catégories de causes qui seront analysées séparément :

- Technique
- Usage anormal
- Malveillance
- Causes extérieures

Le calcul intégrera l'ensemble des arrêts, sans tenir compte de leur origine. Par contre, il ne comptabilisera pas les éventuelles heures de fermeture des sites.

Résultats à obtenir : taux de disponibilité supérieur ou égal à 98 %.

Au-delà, il sera appliqué, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (Cf. CCAP)

La disponibilité pour l'exercice « n » est mesurée sur une période de douze mois entre le 1er janvier de l'exercice « n » et le 31 décembre de l'exercice « n ».

Le rapport d'activité annuel fournit le détail nécessaire à sa vérification.

Le taux est calculé en déduisant les indisponibilités « prises en compte » (exprimées en minutes) d'une disponibilité théorique de 100% (une année de 365 jours exprimée en minutes) à partir des données recueillies par la télésurveillance ou par le centre de surveillance du Titulaire.

Taux de disponibilité (exprimé en %) =

$100 - [(Somme des périodes d'indisponibilité en minutes / Année en minutes) * 100]$

9.1.3. Périodes d'indisponibilité prises en compte

Toutes les périodes (périodes de week-end comprises) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers sont prises en comptes : Pannes de courte ou de longue durée, usager bloqué, mise à l'arrêt.

Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance ou le service d'intervention notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la mise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

9.1.4. Périodes d'indisponibilité non prises en compte

Ne sont pas prises en compte :

- Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par le Titulaire par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, à CHU de TOULOUSE ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les durées découlant d'une coupure de communication de l'opérateur de téléphonie ayant nécessité la mise à l'arrêt de l'installation ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par CHU de TOULOUSE et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par CHU de TOULOUSE.
- Les visites de maintenance préventive, de contrôles et de vérifications périodiques.

Il appartient au Titulaire de signaler en temps et en heure, au représentant du CHU de TOULOUSE en charge du suivi de la bonne exécution du marché (ou l'Assistant au Maître d'Ouvrage) et au plus tard avant le calcul définitif du taux de disponibilité atteint sur l'exercice considéré, l'ensemble des périodes considérées par lui comme périodes d'indisponibilités non prises en compte.

9.1.5. Remise en service

Pour les opérations de maintenance préventive ou les opérations de maintenance corrective visées au présent CCTP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat :

- À l'issue d'une intervention de maintenance préventive, l'appareil objet du présent marché doit être en parfait état de fonctionnement et conforme à sa destination et à sa performance ;
- Toute anomalie ou dysfonctionnement décelé au cours d'une telle opération doit faire l'objet de mesures correctives appropriées immédiates :
 - S'il s'agit de simples réglages, l'installation doit être remise à disposition du Maître d'Ouvrage en parfait état de fonctionnement et de conformité à sa destination et à sa performance ;
 - S'il s'agit de dépannages, l'appareil doit être remis à disposition du Maître d'Ouvrage en état de service éventuellement dégradé, mais à un niveau de performance permettant le maintien en fonctionnement de l'installation en cause.

Les manquements du Titulaire à ses obligations font l'objet de pénalités (CCAP).

9.2. Maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut :

- La maintenance préventive systématique,
- La maintenance corrective forfaitaire,
- Les contrôles réglementaires,

Pour chacune de ces opérations, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention. Il devra notamment assurer la mise en œuvre d'une affiche sur l'ensemble des portes palière, afin de signaler sa présence, informant ainsi les utilisateurs de la durée prévisionnelle d'indisponibilité de l'appareil et de remise en service.

Il devra enfin systématiquement informer :

- Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement du CHU de TOULOUSE.
- Lors de chaque intervention préventive, le technicien devra systématiquement prévenir de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de son intervention sous forme « d'alerte courriel » le Maître d'Ouvrage et l'AMO.

La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du Maître d'Ouvrage.

9.2.1. Maintenance préventive Monte-charge

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés entre 8h00 et 18h00, sauf dispositions contraires précisées pour un site, étant précisé que ces horaires sont susceptibles d'évoluer à la demande du Maître d'Ouvrage.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par l'arrêté du 11 Mars 1977 relatif aux conditions d'entretien des monte-charges accessibles et inaccessibles.

Les vérifications liées à la maintenance préventive à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Lors de chaque intervention préventive, le technicien prendra contact avec le responsable du site.

La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du Maître d'Ouvrage.

Périodicité des visites de maintenance des appareils

- Monte-charges accessibles et inaccessibles : Mensuelle soit 12 visites/an.

9.2.2. Vérifications Mensuelles

Le nombre minimum de visites sur une année sera de 12 visites et l'écart entre deux visites successives **ne pourra être supérieur à 30 jours**, sachant qu'une intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique.

- Vérification de la présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'appareil
- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Contrôle des portes palières à chaque niveau : vérification des verrouillages et contact de fermeture,
- Vérification des contacts électriques de la porte-cabine
- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils ; réfection du niveau d'huile
- Analyse et suppression des bruits de fonctionnement
- Essai des dispositifs de coupure du tableau d'alimentation

9.2.3. Vérifications Semestrielles :

Au moins une visite de « vérification semestrielle » sera réalisée pour chaque semestre de l'année civile. L'écart entre deux visites successives **ne pourra être inférieur à 5 mois ou supérieur à 7 mois**.

Elle pourra se substituer à une visite périodique (mensuelle), mais en intégrera le contenu.

- Contrôle du frein machine : garnitures, points durs, vérification de la distance de freinage sur coupure de courant
- Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage secours machinerie
- Vérification et lubrification des poulies de traction, de déflexion, de renvoi et de mouflage
- Vérification du dispositif de parachute ou équivalent si celui-ci est existant sur l'appareil
- Contrôle des câbles de traction : adhérence, état, allongement, égalisation, fixation des attaches cabine et contrepoids,
- Vérification de la fixation de la tête de cabine et réglage
- Vérification du détecteur de patinage ou temps de course, du relais de phase et du thermique moteur,
- Vérification et essais des fins de course cabine haut et bas

9.2.4. Vérifications Annuelles :

Chaque année civile, une « vérification annuelle » devra être réalisée. L'écart entre deux visites successives **ne pourra être inférieur à 10 mois ou supérieur à 14 mois**.

Elle pourra se substituer à une visite périodique (mensuelle) ou une visite semestrielle, mais en intégrera leur contenu.

- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids, état et propreté,
- Vérification des amortisseurs,
- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et de la machinerie
- Nettoyage, vérification, remplacement et réglage de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières : galets, contre galets, poulies de renvoi et cablettes
- Nettoyage, vérification, remplacement et réglage du système de suspension de la porte de cabine : galets, contre galets, poulies de renvoi, cablettes
- Vérification du dispositif de surcharge
- Vérification du serrage des connexions de l'armoire de manœuvre et des différents raccordements. Tous les éléments constitutifs de l'armoire de manœuvre doivent être fixés,
- Vérification du réducteur : jeu vis / couronne, butée et vidange si nécessaire incluant la fourniture de l'huile,
- Vérification des fixations de la machine de traction,
- Vérification du limiteur de pression pour les appareils hydrauliques
- Vérification de la vanne parachute ou du régulateur de débit pour les appareils hydrauliques
- Vérification du dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage (marquage des câbles ou dispositif équivalent)
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine et contrepoids

Le Titulaire de maintenance proposera dans les 30 jours suivants la signature du marché, un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées.

Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le Titulaire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci-avant.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité (la boîte d'inspection, si elle existe, sera vérifiée lors de chaque intervention sur le toit de cabine et le bouton d'arrêt cuvette lors de chaque intervention en bas de gaine)
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan sera annexé au marché de maintenance.

9.3. Maintenance Corrective

Les pièces énumérées ci-après sont, pour la suite du marché, désignées sous l'appellation « pièces standard ».

Pour les monte-charges accessibles et inaccessibles, les pièces énumérées ci-après sont, pour la suite du marché, désignées sous l'appellation « pièces standard ». Leur remplacement ou réparation à l'identique est à la charge du Titulaire quel que soit leur date d'installation ou leur durée de vie déclarée par le fabricant et sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

- En Cabine
 - Boutons de commande, signalisations lumineuses et sonores
 - Coulisseaux de cabine, supports et garnitures
 - Rollers cabine ou plateforme
 - Ampoules d'éclairage cabine, ainsi que l'éclairage de secours (batterie, piles et accumulateurs ou BAES complet)
 - Interface usager d'appel de secours (boutons, signalisations, haut-parleur)
 - Dispositif mécanique de réouverture de porte
 - Dispositif de téléalarme et d'interphonie cabine
 - Porte-cabine si existante (monte-charges)
- Aux paliers
 - Boutons d'appel
 - Contacts de porte
 - Paumelles de porte

- Serrures
- Dispositif de déverrouillage des portes palières
- Contrepoids ou ressorts de fermeture des portes palières
- Patins de guidage des portes
- Coulisseaux, galets, cablette de portes palières
- En Machinerie et en Gaine
 - Relais et contacteurs
 - Fusibles
 - Carte électronique diverse (temporisation, interface bus, etc.)
 - Dispositif de freinage du groupe de traction (garniture et mâchoires de frein)
 - Ampoules éclairage gaine et machinerie, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)
 - Dispositif de téléalarme, télésurveillance ou superviseur (bloc autonome d'alimentation inclus)
 - Les raccordements électriques en gaine
 - Tableau d'alimentation : Disjoncteur de protection et coupure force
 - Coulisseaux contrepoids (monte-charges)
 - Pancartes de signalisation : Manœuvre de secours, accès restrictif à la machinerie ou aux locaux de poulies si existants,
 - Outils de consignations des tableaux d'alimentation

9.4. Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait

En sus des prestations ci-dessus, les prestations suivantes seront intégrées au Marché :

- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes,
- Dans le cas de monte-charge hydraulique, remplacement à l'identique des joints de la centrale, des joints du vérin et du flexible hydraulique entre le vérin et la centrale, le fluide restant à la charge du Maître d'Ouvrage sur devis préalable,
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique quinquennal ou tout autre contrôle réglementaire,
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.

Les travaux importants nécessitant un arrêt prolongé de l'appareil seront exécutés à une date convenue entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage.

9.5. Prestations non incluses au forfait

Les prestations ci-après, sauf contre-indications spécifiques et particulières, ne sont pas incluses au marché, ce qui signifie que toute prestation non expressément listée par ailleurs ou ci-après est considérée incluse :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme avéré (et non provoqué par réaction à des défauts de maintenance comme par exemple un défaut de réglage d'ouverture de porte) ou par accident indépendant de l'action du Titulaire de maintenance. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- Le remplacement des pièces dégradées par la corrosion liée à une exposition prolongée en ambiance spécifique. Une inondation de fond de fosse d'une durée inférieure à 1 semaine n'est pas considérée, au titre du présent paragraphe, comme un phénomène entraînant une exposition à une ambiance spécifique et ne peut justifier, dans ce cas, la non prise en charge des câbles, courroies et autres éléments de suspension / traction au titre des prestations de maintenance à clauses étendues suivant le paragraphe 7.3.3. Le Titulaire devra en apporter la preuve lors de sa proposition de travaux relative à la dégradation.
- Le remplacement quelle que soit la cause des pièces suivantes :
 - Habillage cabine ou plateforme : sol, parois,
 - Pièces constituant la structure de la cabine ou plateforme : arcade, plancher
 - Vantaux de portes palières manuelles ou automatiques
 - Poignées et Oculus de portes palières
 - Canalisations électriques fixes
 - Liaisons machinerie vers poste de sécurité ou responsable technique
 - Guides et attaches de guides

- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'équipement.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte palières et le nettoyage des parties vitrées gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Le Titulaire indiquera dans le bordereau de prix unitaire (BPU), le taux horaire et le coefficient sur déboursé applicable en cas de travaux de réparation non compris dans le marché de maintenance.

Tous les devis pour les travaux hors marché devront faire apparaître clairement le coût unitaire du matériel (avec facture pro forma du fournisseur), le nombre d'heures et éventuellement le nombre d'intervenants, le coût de la main-d'œuvre, les délais d'approvisionnement et de remise en service ainsi que la typologie des travaux.

Toutes propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour ne pourra excéder 1 jour.